

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2022

Perspectives 2023

N° 536 - Janvier 2023

18 €

Économie de l'élevage



2022 : année de tous les paradoxes, peu favorable aux naisseurs
2023 : peu de visibilité, une demande qui paraît solide

- GROS BOVINS - La décapitalisation et ses conséquences
- BROUTARDS - L'offre limitée réduit les exportations
- LE SECTEUR VEAUX DE BOUCHERIE - Chute des abattages sur fond de coûts de production élevés
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des évolutions contrastées malgré la forte hausse des prix de vente des bovins

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR CHEF : Philippe CHOTTEAU

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage :

BERRUYER Mylène, BLANQUET Ilona, BONNET Maximin, BUCZINSKI Baptiste, CHOTTEAU Philippe, DOUGUET Michel, DUFLOT Boris, FUCHEY Héliène, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoit, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

BLACHON Aurélie, CHARROIN Thierry, DIMON Philippe, ECHEVARRIA Laurence, MATHIEU Guillaume, MISCHLER Pierre, TRESCH Philippe ainsi que GROBOIS Christophe (CA 49) et MARTIN Joël (CA 08)

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. «La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

AUGER Jean-Baptiste (CA 63), BARJOU Marie-Line (CA 87), BALME Jean Louis (CA 48), BAUP Jean-Claude (CA 32), BENOTEAU Gaël (CA 44), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUGAREL Francis (CA 03), BOYER Florian (CA 54), BOYER Julie (CA 05), BRACHET Elodie (CA 35), BRETON Delphine (CA 72), BRISSON Stéphane (CA 42), CAPY Christophe (CA 19), CERCIAT Thomas (CA 33), CHANCERELLE Hélène (CA 29), CHAZAL Béatrice (CA 01), CROUZY Pauline (CA 85), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DELTOR Thierry (CA 64), DROUVROY Léa (CA52), DUPIRE Sarah (CA 38), DURANT Solène (CA 86), FALENTIN Etienne (CA02), FLORES Antoine (CA 04), GANGNERON Alexis (CA 81), GIRARDEAU Jennifer (CA Ile de France), GROBOIS Christophe (CA 49),

GUERET Jean-Marie (CA 79), GUERRE Emilie (CA 55), HALTER Philippe (CA 43), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAMBRECHT Vincent (CA 44), LAMOTHE Paul (CA 59-62), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LARRIVIERE Géromine (CA 26), LE GAC Margot (CA 56), LEPPARD Geneviève (CA 11), LEPRON Estelle (CA 80), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MOULENES Denis (CA 88), MOURICHOU Laurie (CA 16), NAVEREAU Valentine (CA 21), de NICOLAYE Laurène (CA 18), OFFREDO Thierry (CA 22), PELISSIER Emeric (CA 48), PEREZ Pauline (BC 66), PEYRAT Elodie (CA 24), ROBERT Justine (CA 18), TARCHAOUI Alice (CA 60), TERTRAIN Jean-Baptiste (CA 72), VAILLANT DE GUELLIS Matthieu (CA ALSACE), VEAU Christelle (CA 58), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), ZANETTI Céline (CA 57).

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

BOUSSANGE Bernard (CA 19), BRIAND Philippe (CRAB), COUPIN Manon (CRA PDL), DUBOUCHER Camille (CA 24), PEYRAT Elodie (CA 24).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale des Éleveurs

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

2022 : année de tous les paradoxes, peu favorable aux naisseurs

2023 : peu de visibilité, une demande qui paraît solide

2022 aura été une année paradoxale. Des prix jamais atteints pour les bovins en France (un PMP* de 4,97 €/kg en moyenne, +30% /2021) et en Europe (un JBR à 4,96 €/kg)... mais face à un IPAMPA mesurant l'inflation des intrants lui aussi record (+20% en un an). Si on y ajoute une sécheresse estivale ayant débuté dès juin, 2022 aura été une année très compliquée pour les éleveurs.

La hausse des prix de toutes les matières premières alourdit l'inflation plus vue depuis très longtemps pour les consommateurs français, de 6,7% en rythme annuel et même de 13% pour l'alimentation et la viande bovine. Et pourtant, la consommation de bœuf aurait légèrement progressé l'an passé.

Inflation des charges plus effets de la sécheresse signifient des revenus stagnants à des niveaux très modestes pour les naisseurs spécialisés INOSYS (moins de 18 000 €/travailleur familial), et plus bas encore pour les engraisseurs de veaux sous la mère. À l'inverse, l'embellie des revenus est proportionnelle à la part de céréales de vente. Ceux des polyculteurs-éleveurs bovins seraient ainsi records en 2022.

Dans ces conditions, comment s'étonner de la décapitalisation allaitante, qui s'est encore accélérée à -3% en 2022 ? Comme la restructuration laitière s'approfondissait également à -2%, le cheptel de vaches aura donc perdu 190 000 têtes en un an et près de 840 000 en 6 ans.

Cette décapitalisation avait d'abord permis de maintenir le même niveau de production, jusqu'en 2021. Mais en 2022, la chute a été brutale : -4,7%, avec un fort recul des abattages de mâles et de réformes laitières doublé d'un allègement des carcasses lié à l'inflation sur les grains. De même, les disponibilités en brouards ont fortement reculé, aboutissant à des exports en baisse de -7%. La baisse de la production de veaux de boucherie a même atteint -7%. Le manque de disponibilités en France s'est traduit par une forte augmentation des importations, favorisée par le rebond de la restauration après 2 années de Covid et malgré une production européenne en baisse.

La visibilité reste quasi nulle sur les évolutions géopolitiques mondiales et les marchés des matières premières, avec des perspectives économiques médiocres selon la Banque Mondiale. La Commission parie sur une stabilisation des abattages européens. En France, nous prévoyons une moindre baisse de la production qu'en 2022 (-1,6% en 2023) sauf pour les vaches laitières en repli plus marqué. Les aides ne vont pas augmenter avec la réforme de la PAC. La demande française de bœuf semble solide en comparaison d'autres protéines animales, surtout pour le haché. Du coup les importations devraient encore augmenter pour la satisfaire, faute de disponibilités locales... Paradoxe toujours !

* Prix moyen pondéré des carcasses de gros bovins

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Les bilans en Irlande, en Allemagne, en Pologne, en Italie et en Espagne

20/ LE MARCHÉ DES BROUARDS FRANÇAIS

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
- Exploitations diversifiées avec cultures

34/ LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

Cheptel, production, consommation, prix, importations, résultats des exploitations

40/ LES PRÉVISIONS 2023

Production, consommation, importations, exportations, pour la France et l'Union européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022

HIVER (janvier à mars)



L'**Algérie** rouvre son marché aux génisses laitières FR et UE après 1 an d'arrêt. Les exports de broutards redémarrent après une fin 2021 sans export.

Début de la **hausse du prix des broutards** : faibles disponibilités et forte demande française et étrangère.



Le 24 février, **la Russie envahit l'Ukraine**, attisant la flambée des prix de l'alimentation animale et de l'énergie (pétrole, gaz, engrais) déjà en cours depuis l'été 2021. La hausse se poursuivra toute l'année.

Forte **hausse des prix des JB en Allemagne** sous l'effet du manque d'offre.

Rétention des vaches dans les élevages laitiers suite à la hausse du prix du lait => accélération de la hausse des prix des vaches de réforme.



Records de douceur pendant l'hiver puis vague de froid début avril : démarrage de végétation précoce puis arrêt soudain avec le gel.

Pour faire face aux retombées de la guerre en **Ukraine**, le Gouvernement présente un plan de résilience le 16 mars.

Hausse des aliments lactés d'où prudence des mises en place de **veaux de boucherie**, chute des abattages en 2022.



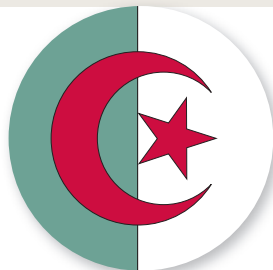
Loi EGALIM 2 :
 contractualisation obligatoire entre l'éleveur de bovins finis de type viande et son 1^{er} acheteur depuis le 1^{er} janvier 2022 (pour les bovins maigres <12 mois, ce sera à partir du 1^{er} juillet 2022) - [Décret 2021 -1416]



PRINTEMPS (avril à juin)



Températures douces et faibles précipitations en début d'année ont permis d'avancer la saison de pâturage.



Tensions / Sahara Occidental : l'**Algérie** suspend les imports en provenance d'Espagne de viande (janvier), puis de bovins vifs (avril).

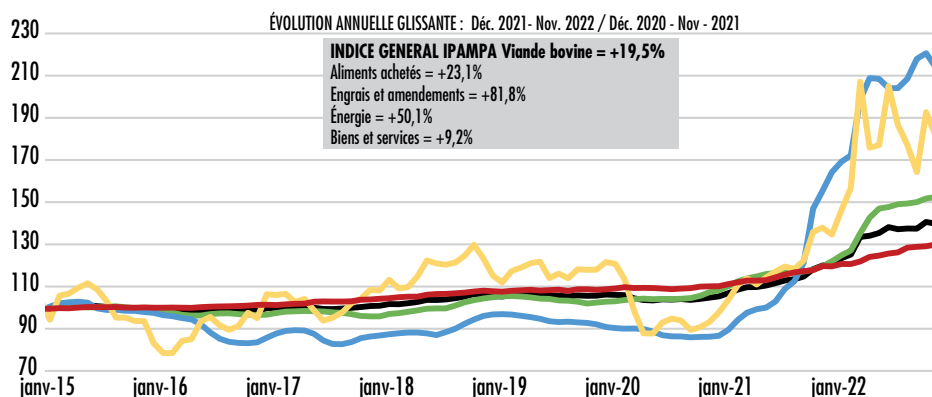


En juin, alerte canicule dans la vallée du Rhône, les Pays de la Loire et le Sud-Ouest.

IPAMPA VIANDE BOVINE

- INDICE GENERAL IPAMPA Viande bovine
- Aliments achetés
- Engrais et amendements
- Energie
- Biens et services

Indice 100 = 2015



Source : Institut de l'Élevage d'après INSEE - Base 100 = 2015

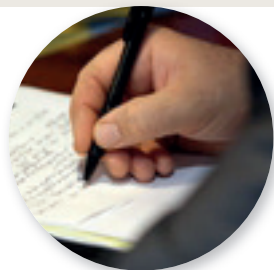
1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022



À la mi-août 47% de l'Union européenne est en stress hydrique (avec des précipitations inférieures à la normale et une humidité des sols réduite) et 17% en alerte (avec des conséquences importantes sur la productivité des fourrages et les cultures). Une situation inédite selon le JRC, Centre commun de recherche de l'Union européenne (Bulletin MARS)

ÉTÉ (juillet à septembre)



Loi EGALIM 2 au 01/07 :

contractualisation obligatoire pour les brouardards <12 mois.

Juillet 2022 : 2^e mois le plus sec depuis le début des relevés MétéoFrance (après mars 1961).

Forte demande estivale en brouardards pour le Maghreb.



Sécheresse historique sur l'ensemble du territoire, l'indice d'humidité des sols bat le record de sécheresse de 1976.

Grandes cultures : les prix en hausse et des rendements plutôt bons.



Réforme de la PAC en France : validation du PSN français par la commission UE.

La pousse cumulée des prairies permanentes au 20 juillet est inférieure de 21% à celle observée sur la période 1989-2018, selon Agreste. Les pluies, trop rares depuis plusieurs mois, et les fortes chaleurs de juillet ont encore aggravé la situation au niveau national.

Regain d'abattage de vaches allaitantes et laitières en août et septembre suite à la sécheresse, mais sans effet sur les prix tant le manque d'offre reste patent.

Accord de libre-échange UE/Nouvelle-Zélande : Conclusion des négociations politiques le 1^{er} juillet. L'accord prévoit l'ouverture progressive en 7 ans d'un contingent à droit réduit de viande bovine néo-zélandaise de 10 000 tonnes.

Pluviométrie élevée en septembre : redémarrage de la pousse de l'herbe, même si l'année reste très déficitaire.



L'inflation dépasse les +6% sur un an depuis juillet. L'inflation alimentaire atteint +12,1% en décembre 2022 selon l'INSEE.

AUTOMNE (octobre à décembre)



Les **prix des bovins irlandais dévissent** avec la hausse de l'offre locale. Pas d'effet notable sur les prix français.



Automne doux comme en 2021, permettant de retarder les retours à l'étable et le recours aux fourrages stockés.



Réforme PAC : Validation par la Commission UE de l'ensemble des PSN nationaux (accord donné entre le 31 août et le 19 décembre).



Clôture officielle des négociations de modernisation de l'accord UE/Chili. Le contingent pour la viande bovine chilienne passera de 2 900 téc en 2022 à 4 900 téc à l'entrée en vigueur.

Vague de froid intense début décembre, puis douceur à partir du 19.

2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE



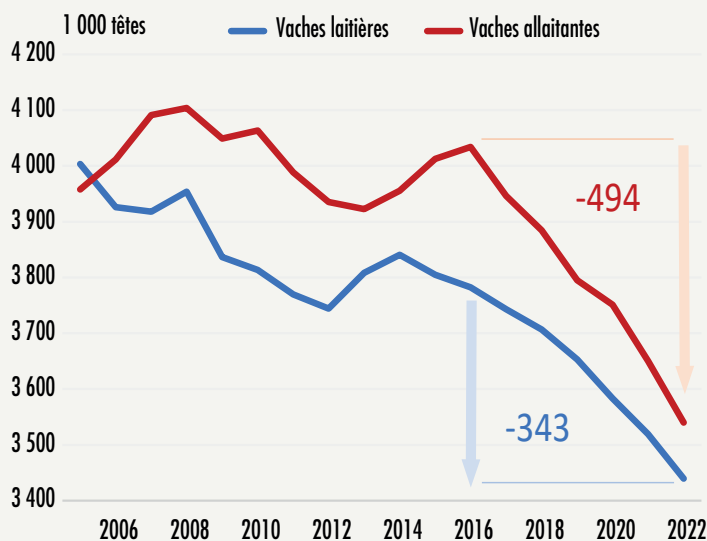
La décapitalisation et ses conséquences

Les décapitalisations laitière et allaitante s'inscrivent dans la durée, elles ont conduit à une forte baisse de production en 2022. Le manque d'offre s'est traduit par une progression continue des prix des bovins finis. Les importations sont revenues en force pour compenser le manque de viande de femelles alors que les restaurants retrouvaient une activité normale après deux années perturbées par la pandémie. Malgré l'inflation, la consommation calculée par bilan n'a pas baissé.

CHEPTEL 2022

EFFECTIFS DE VACHES EN FRANCE AU 1^{ER} DÉCEMBRE

En 6 ans depuis la fin 2022, le cheptel laitier a perdu 343 000 vaches et le cheptel allaitant 494 000 vaches.



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après d'après SPIE-BDNI

-837 000 têtes en 6 ans

C'est la baisse du nombre de vaches laitières et allaitantes présentes en France entre fin 2016 et fin 2022.

Décapitalisation accélérée

En 2022, les effectifs de vaches ont poursuivi leur chute. Le cheptel de vaches laitières a perdu 80 000 têtes entre le 1^{er} décembre 2021 et le 1^{er} décembre 2022 et celui de vaches allaitantes 110 000 têtes, pour tomber à respectivement 3,44 millions de têtes (-2,3% en un an) et 3,54 millions (-3,0%).

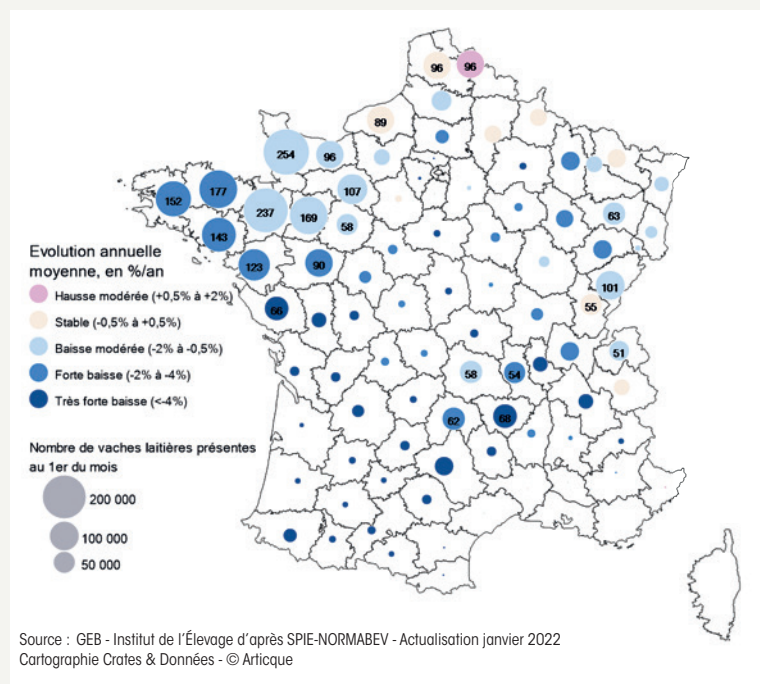
La décapitalisation s'est accélérée en raison d'entrées de primipares en forte baisse (-5% en laitières et -4% en allaitantes sur 12 mois glissants /n-1). Du fait de cette décapitalisation depuis plusieurs années, les sorties de réformes se sont réduites également, mais moins que les entrées (-3% en laitières et -2% en allaitantes).

Ce recul s'inscrit dans une tendance de moyen terme. En 6 ans, le cheptel laitier a perdu 343 000 têtes et le cheptel allaitant 494 000 têtes.

CHEPTEL 2022

VACHES LAITIÈRES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2022

En 2022, le nombre de vaches laitières s'est réduit partout, excepté dans certains départements du Nord et de l'Est du pays.



3,44 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{ER} décembre 2022

Décapitalisation marquée en Bretagne, Pays-de-la-Loire et dans le Massif Central

La France a perdu 80 000 vaches laitières en un an. La Bretagne à elle-seule en a perdu 21 000 (soit une baisse de -2,8% /2021), les Pays-de-la-Loire 12 000 (-2,3%) et Auvergne-Rhône-Alpes 13 000 (-2,9%). La baisse a été proportionnellement moindre en Normandie (-1,0% ou -5 600 têtes), dans le Grand Est (-1,3%, soit -4 300 têtes) et en Bourgogne-Franche-Comté (-1,4%, soit -3 800 têtes). Le cheptel est resté stable dans les Hauts-de-France.

Recul des naissances plus fort que lors des deux années précédentes

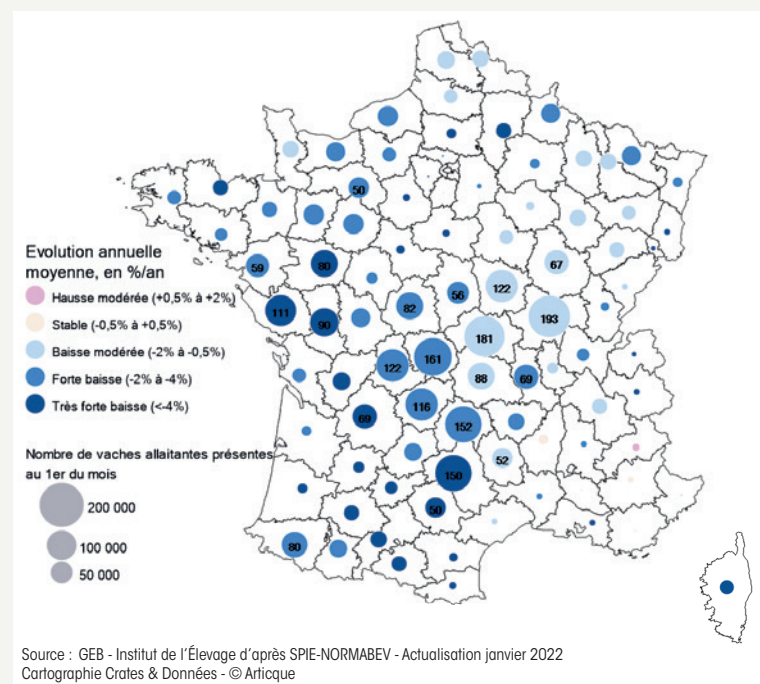
Les naissances de veaux de mère laitière n'ont pas dépassé 3,3 millions de têtes sur 12 mois glissants jusqu'en novembre 2022 (-2,6% en un an, contre -1,0% l'année précédente). La part des croisés lait-viande a encore progressé d'un point à 23% sur la dernière campagne, contre 22% sur la campagne précédente.

3,54 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{ER} décembre 2022.

VACHES ALLAITANTES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2022

La décapitalisation allaitante s'est généralisée.



Décapitalisation sur l'ensemble du territoire

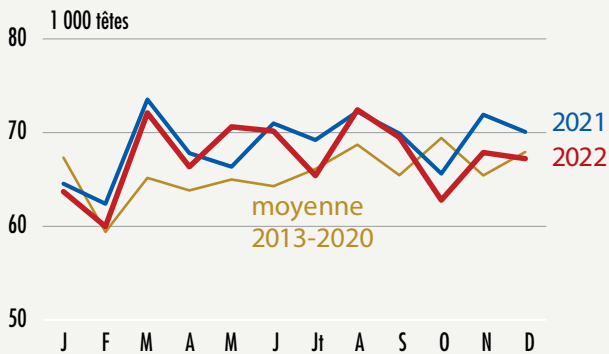
La décapitalisation du cheptel allaitant a touché quasiment tous les départements. Elle s'est nettement accélérée en Nouvelle-Aquitaine (-30 000 têtes ou -3,7%), en Occitanie (-19 000 têtes ou -4,0%), en Pays-de-la-Loire (-14 000 têtes ou -4,0%), ainsi qu'en Bretagne (-4 000 têtes ou -3,9%). Elle a été proportionnellement plus modérée en Auvergne-Rhône-Alpes (-2,3%, -14 000 têtes), Bourgogne-Franche-Comté (-1,5%, -7 000 têtes), dans le Grand Est (-1,8% ou -5 000 têtes), les Hauts-de-France (-2,3% ou -3 000) et en Normandie (-2,2% ou -6 000).

Recul des naissances dans le sillage de la baisse du cheptel

Les naissances de veaux de mère allaitante ont poursuivi leur baisse en 2022 avec 3,44 millions de têtes sur 12 mois glissants jusqu'à novembre (-2,7% /2021, -95 000 têtes). La baisse, moins forte que celle du cheptel de mères, traduit une légère reprise de la productivité numérique.

PRODUCTION 2022

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES DE TYPE VIANDE

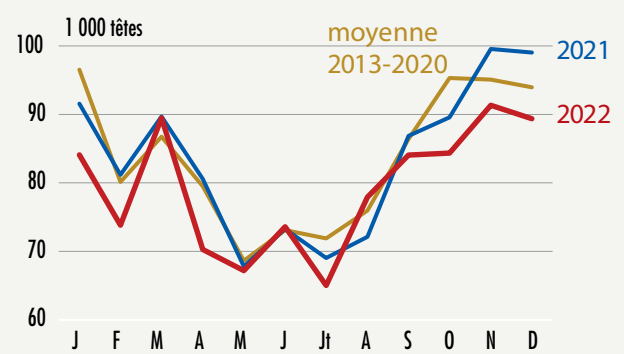


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes allaitantes en retrait en 2022 (-2,0% /2021).

Relativement modérée sur les 9 premiers mois de l'année (-1,1% /2021), la baisse a été plus marquée au dernier trimestre (-4,7%). Après une reprise des abattages en août et septembre, conséquence de la sécheresse, la belle arrière-saison a permis de maintenir les vaches à l'herbe jusqu'en décembre.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES

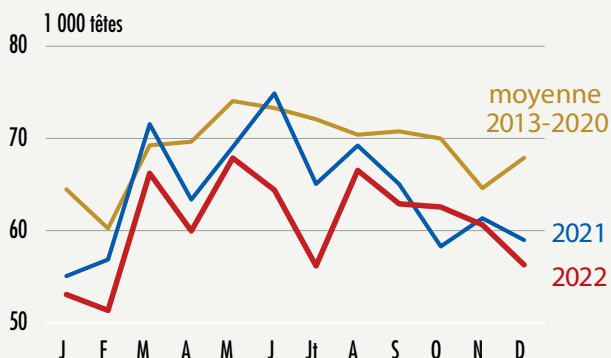


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes laitières ont fortement baissé en 2022 (-5,0% /2021).

La hausse de prix du lait, alors que les génisses de renouvellement étaient peu nombreuses, a incité les éleveurs à prolonger les lactations et retarder les réformes. Le recul des abattages a été légèrement plus fort au 1^{er} semestre (-5,3%) qu'au second (-4,7%). La baisse a été très forte au dernier trimestre (-8,0%) après les abattages anticipés d'août et de septembre dûs à la sécheresse.

ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS TOUTES RACES

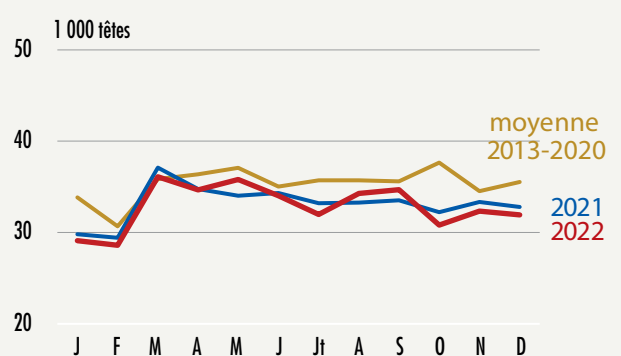


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de taurillons ont accusé une forte baisse en 2022 (-5,3% /2021), dont -11% pour les JB de type lait et -3,9% pour les JB de type viande.

Le recul a été très prononcé sur les 8 premiers mois de l'année (-7,5% /2021), et moins fort sur les 4 derniers mois (-0,5%), mais en comparaison d'effectifs abattus fin 2021 extrêmement bas, résultat de faibles mises en place un an plus tôt et de sorties anticipées tout au long de l'année.

ABATTAGES MENSUELS DE GÉNISSES TOUTES RACES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

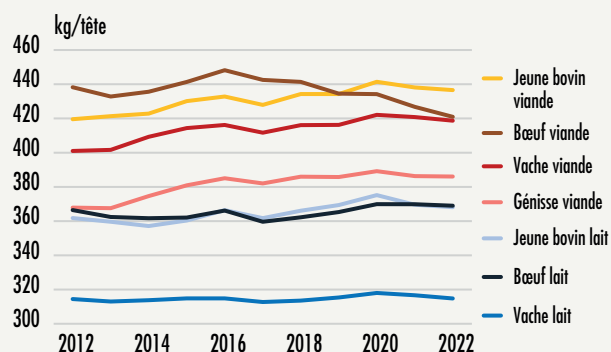
La baisse des abattages de génisses a été modérée en 2022 (-0,9% /2021).

Stables en cumul sur les 9 premiers mois de l'année, ils ont reculé de -3% au dernier trimestre après les sorties anticipées de fin d'été.

Les abattages de génisses enregistrent une chute de -7% par rapport à la moyenne des années 2013-2020. C'est une des conséquences de la décapitalisation allaitante.



POIDS DE CARCASSE ANNUELS MOYENS DES GROS BOVINS

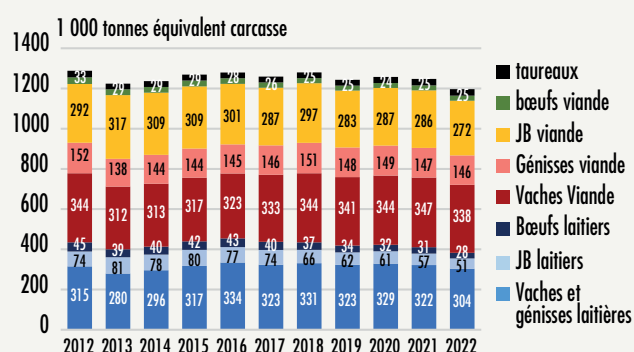


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

La sécheresse et la flambée des prix des aliments ont conduit à une moins bonne finition des gros bovins et entraîné une baisse de leur poids moyen.

Les vaches de type viande ont pesé en moyenne 419 kg de carcasse (-0,5% /2021), les vaches laitières 315 kg (-0,6%), les JB viande 437 kg (-0,4%), les JB lait 368 kg (-0,4%) et les génisses viande 386 kg (=). Le poids moyen des bœufs de type viande a poursuivi sa baisse liée à la proportion croissante de bœufs croisés laitxviande ou bio dans cette catégorie (-1,4% à 421kg).

ABATTAGES ANNUELS DE GROS BOVINS



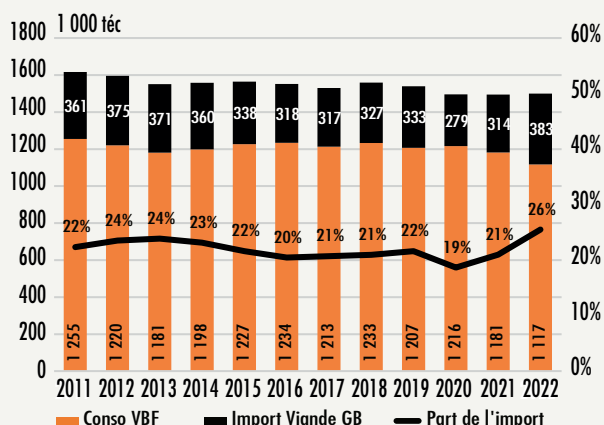
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de gros bovins finis ont totalisé 1,197 million de téc en 2022 (-4,1% /2021), soit une baisse de 51 000 téc.

Les tonnages de femelles laitières se sont réduits de 18 000 téc, ceux de JB laitiers de 6 000 téc de même que ceux de bœufs laitiers. Les abattages de JB viande ont chuté de 14 000 téc, ceux de vaches viande de 9 000 téc et ceux de génisses viande de 1 000 téc. Seuls les tonnages de bœufs de type viande et croisés ont progressé modestement (+400 téc ou +2%) en lien avec la hausse de la production bio.

CONSOMMATION 2022

CONSOMMATION FRANÇAISE DE VIANDE DE GROS BOVINS ET DE VEAUX : VIANDE FRANÇAISE ET VIANDE IMPORTÉE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

Rappel définition : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation en équivalent carcasse = abattage + import - export. Cette méthode ne distingue pas la viande de veau de la viande de gros bovins et ne prend pas en compte les variations de stocks.

En 2022, malgré l'inflation générale ayant affecté le pouvoir d'achat des ménages, la consommation française de viande bovine a fait mieux que de résister (+0,3% /2021). Mais alors que les diverses restrictions liées à la pandémie de covid-19 avait « boosté » la consommation de viande bovine origine France (VBF), le retour en force de la consommation hors domicile et le manque de disponibilité en France lié à la décapitalisation ont favorisé la progression des viandes importées.

L'année 2022 a été la 1^{ère} sans restriction depuis 2019 pour le secteur de la RHD, principal utilisateur des viandes d'import sur le marché français. Les importations ont nettement progressé alors que les abattages ont été nettement contraints dans l'Hexagone faute de disponibilités. La consommation de VBF a logiquement reculé (-5,4% /2021) et la part des importations dans la consommation calculée par bilan a fortement progressé : de 21,0% en 2021, elle est passée à 25,5% en 2022.

Avec un dynamisme retrouvé pour le secteur de la restauration, les ventes au détail en volume ont reculé en 2021. Ce n'est pas le cas pour les ventes en valeur en raison d'une inflation marquée. D'après IRI, les volumes de viande bovine hachée fraîche vendus en GMS ont chuté de -8% /2021 alors que les ventes ont continué à progresser en valeur (+5% /2021).

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Depuis août 2022, les cotations standards, SIQO et bio sont publiées séparément. En décembre 2022, la vache U Label Rouge cotait 6,07 €/kg contre 5,75 € pour la U standard. La vache R bio cotait 5,61 €/kg, contre 5,38 € pour la R standard.

PRIX 2022

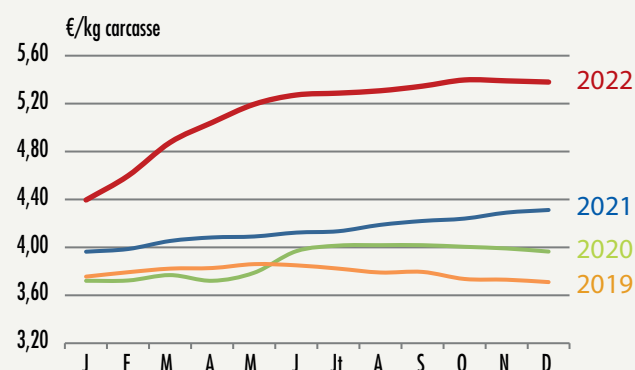
Les prix des bovins finis avaient commencé à se redresser en 2021. La hausse s'est accélérée en 2022 sous l'effet de la baisse sensible de l'offre en France et en Europe, mais aussi de la flambée des coûts de production.

C'est au 1^{er} semestre que les prix ont progressé le plus rapidement. Le prix moyen modéré des gros bovins finis a gagné plus de 1 € en 6 mois, passant de 4,10 €/kg de carcasse en décembre 2021 à 5,14 € en juin 2022. Il a fini l'année à 5,17 € après avoir culminé à 5,23 € en octobre.

Ces hausses de prix sont à relativiser au regard de la hausse des coûts de production. L'IPAMPA viande bovine [base 100 en 2015] a atteint 139,8 en novembre 2022, soit +17% /2021 et +33% /2020. La moyenne annuelle estimée pour 2022 atteindrait 135,2, soit +20% /2021 et +29% /2020.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

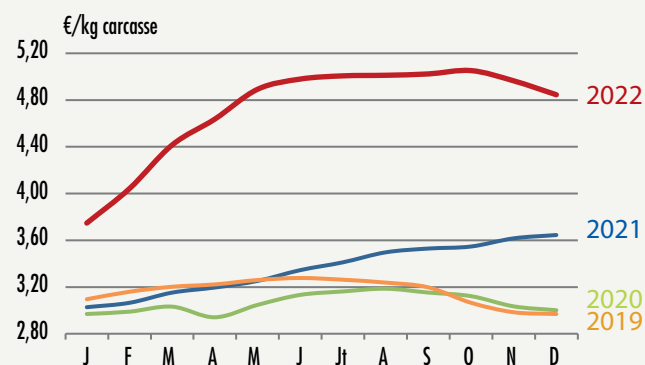
La cotation de la vache R a gagné 99 centimes par rapport à son niveau de 2021, grim pant à 5,13 €/kg de carcasse en moyenne sur 2022 (soit +24% /2021 et +32% /2020).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

La cotation annuelle de la vache O a bondi de 1,36 € en 2022, grim pant à 4,73 €/kg de carcasse (+40% /2021 et +54% /2020).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La demande des abatteurs pour les vaches allaitantes est restée très forte en raison de la baisse significative de l'offre en vaches laitières et en jeunes bovins.

Même si les réformes allaitantes sont restées relativement dynamiques au regard de la baisse du cheptel, la concurrence entre abatteurs pour faire tourner leurs outils a tiré les prix à la hausse.

La cotation de la vache R est passée de 4,40 €/kg en janvier à 5,27 €/kg en juin, pour terminer à 5,38 €/kg en décembre.

La vache U a suivi le même mouvement, passant de 4,89 €/kg en janvier 2022 à 5,75 €/kg en décembre. Elle a coté 5,47 €/kg en moyenne sur l'année (+26% /2021 et +34% /2020).

La rétention des vaches par les éleveurs laitiers en réponse à la hausse du prix du lait ainsi que la demande relativement dynamique pour la viande hachée ont fortement tiré les prix des vaches laitières à la hausse.

Les prix se sont par ailleurs bien tenus en Europe, à l'exception de la viande irlandaise. La concurrence des découpes d'importation sur le marché français n'a donc pas pesé sur les prix.

La cotation française de la vache O a culminé à 5,05 €/kg en octobre, avant de suivre la baisse saisonnière des prix européens des vaches laitières correspondant aux réformes de fin de la saison d'herbe.

La cotation de la vache P a culminé à 4,92 €/kg en octobre après avoir démarré l'année à 3,58 € en janvier. Sa moyenne annuelle 2022 s'est établie à 4,59 €/kg (+46% /2021 et +65% /2020).

PRIX 2022

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021	2022/2012
JB	U	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	3,94	3,98	3,86	4,11	5,19	+26%	+29%
	R	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	3,80	3,69	3,94	5,06	+28%	+31%
	O	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	3,29	3,24	3,43	4,71	+37%	+37%
VACHES	U	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	4,36	4,40	4,46	4,73	5,47	+16%	+29%
	R	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	3,79	3,89	4,14	5,13	+24%	+31%
	O	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	3,19	3,16	3,06	3,36	4,73	+40%	+39%
	P	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	2,87	2,77	2,78	3,15	4,59	+46%	+44%
BŒUFS	R	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	3,67	3,69	3,88	5,04	+30%	+31%
GENISSES	R	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	3,93	4,02	4,24	5,16	+22%	+30%
PMP		3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	3,56	3,56	3,54	3,81	4,97	+30%	+35%
IPAMPA viande bovine*		83,2	86,9	97,0	92,1	92,9	100,1	102,7	103,8	102,1	100,0	98,4	100,1	103,9	105,8	104,4	113,1	135,2	+20%	+32%
Inflation**		88,1	89,5	92,3	92,4	94,0	96,2	98,3	99,3	99,9	100,0	100,2	101,2	103,1	104,20	104,73	106,45	112,0	+5%	+14%

* IPAMPA viande bovine base 100 en 2015 - décembre 2022 estimé

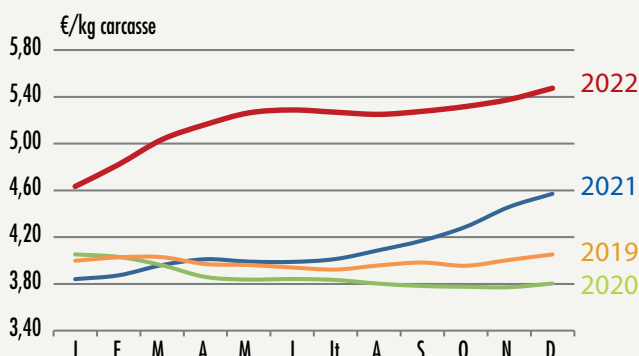
**Indice des prix à la consommation, base 100 en 2015

NB : à partir du 30 juillet 2022, les cotations sont des cotations standard hors SIQO et Bio. Avant cette date, les cotations incluaient animaux SIQO et bio

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

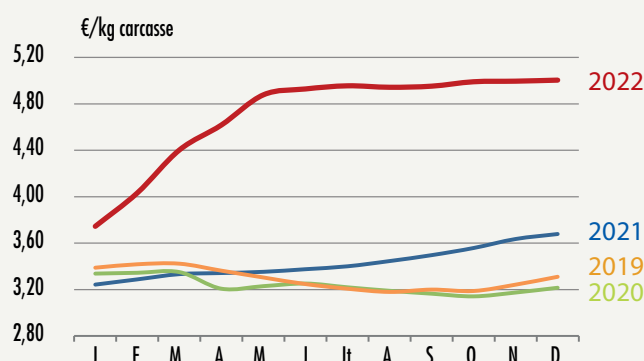
La cotation annuelle 2022 du JB U a gagné 1,08 € par rapport à 2021, à 5,19 €/kg de carcasse (+26% /2021 et +34% /2020).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNE BOVINS CONFORMÉS O

La cotation du JB O a bondi à 4,71 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année 2022 (+37% /2021 et +46% /2020).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En début d'année, le manque criant de JB à abattre et l'appel d'air sur le marché allemand ont tiré les prix. En fin d'année, la baisse des sorties en Italie a de nouveau stimulé la hausse des prix.

Les mises à l'engraissement en Italie avaient en effet été limitées au printemps en raison des incertitudes sur les effets de la sécheresse et de la guerre en Ukraine.

La cotation du **JB U** est passée de 4,63 €/kg en janvier à 5,29 € en juin. Elle n'a quasiment pas fléchi en été et a atteint 5,47 €/kg en décembre.

Le **JB R** est passé de 4,45 €/kg en janvier à 5,35 €/kg en décembre. Sa moyenne annuelle s'est établie à 5,06 €/kg en 2022 (+28% /2021 et +37% /2020).

L'offre toujours réduite en taurillons laitiers, la demande allemande dynamique au premier semestre et la vigueur du marché du haché ont dopé les prix des JB laitiers.

La cotation du **JB O** a gagné 1,21 € en 6 mois, passant de 3,75 € kg en janvier 2022 à 4,96 €/kg en juillet. Elle a culminé à 5,00 €/kg au dernier trimestre.

Ce sont les bovins les moins conformés qui ont vu leur prix progresser le plus (+46% pour la vache P en moyenne annuelle, +40% pour la vache O et +37% pour le JB O, contre +16% pour la vache U). En effet, la situation de pénurie a conduit à un rapprochement de toutes les cotations, tirant à la hausse tous les prix, surtout les plus bas. En outre, la demande est restée orientée majoritairement sur la viande hachée, dopant la demande en particulier pour les bovins laitiers.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

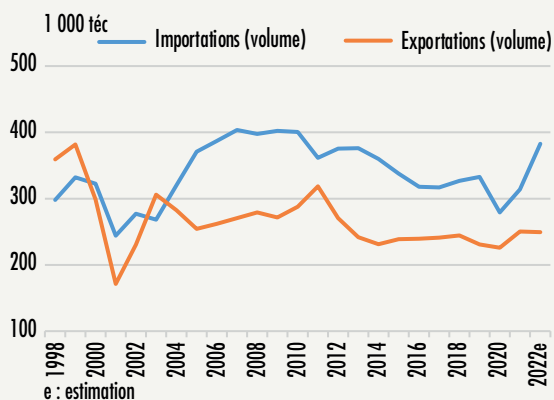
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2022

+22%

C'est la hausse estimée en volume des importations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées en 2022.

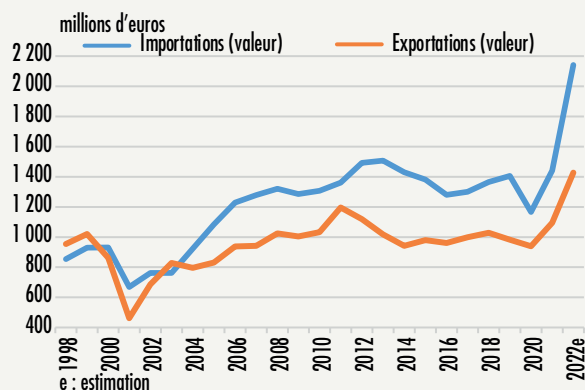
Avec la fin des restrictions liées à la covid-19 et le dynamisme retrouvé du secteur de la restauration, les importations françaises de viande bovine se sont redressées en 2022, stimulées par des disponibilités nationales réduites après plusieurs années de décapitalisation. Elles ont bondi de +22% /2021 et ont flirté avec le niveau atteint au début de la décennie 2010 (-4% /2010). Malgré ce manque d'offre, les exportations françaises ont résisté (= /2021).

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

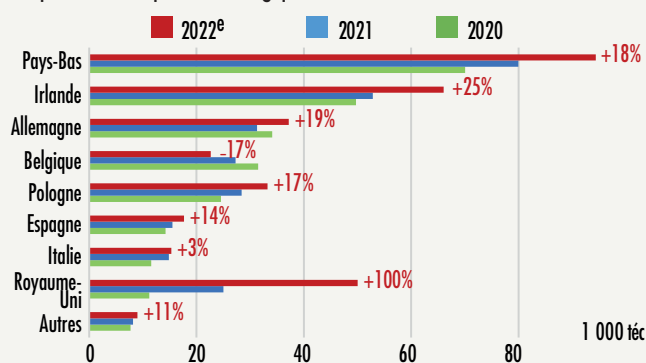
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VALEUR)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

En 2022, les importations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées ont connu une hausse marquée. C'est le fruit d'un dynamisme retrouvé du secteur de la RHD et d'un manque de disponibilités en France alors que la décapitalisation sévit depuis plusieurs années. Une large majorité des fournisseurs du marché français en a profité, à l'exception de la Belgique.



Tonnage de viandes bovines fraîches et congelées, veau inclus.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

Fin des restrictions dans la restauration, manque de disponibilité en France : imports en hausse

Les importations françaises de viande bovine sont estimées à nouveau en forte progression en 2022 à près de 383 000 téc (+22% /2021), dont 346 000 téc de viandes bovines réfrigérées et congelées. Avec le retour en force du secteur de la RHD (principal utilisateur de la viande *origine UE* en France) et alors que les abattages ont été limités en France (cf. page 9), les importations ont été soutenues tout au long de l'année. Les importations françaises de viande bovine ont ainsi dépassé les niveaux d'avant pandémie (+15% /2019 et +17% /2018), approchant les niveaux élevés du début de la décennie 2010 (-4% /2010).

Le Brexit et le retour de procédures douanières ont eu des effets sur les flux

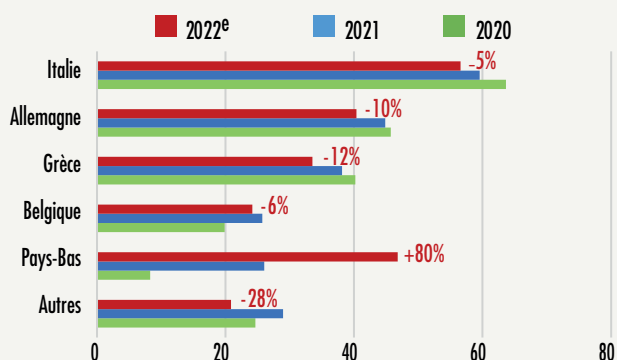
Une très large majorité des fournisseurs du marché français en viande bovine ont vu progresser leurs exportations à destination de la France en 2022. Certains d'entre eux dépassaient même les niveaux d'avant pandémie. C'est le cas de la Pologne (+17% /2021 et +35% /2019 à 33,2 ktéc) ou de l'Irlande (+25% /2021 et +16% /2019 à 66,1 ktéc). C'est aussi le cas du Royaume-Uni (x2 /2021 et +x4 /2019 à 50 ktéc) pour lequel le *Brexit* a joué un rôle certain. Avec le retour de procédures douanières, plusieurs importateurs néerlandais ont été amenés à dédouaner leurs importations depuis le Royaume-Uni en France avant réexpédition.

Les importations françaises depuis les Pays-Bas ont également progressé (+18% /2021 et +12% /2019 à 94,4 ktéc). Une partie de ce volume supplémentaire est importé pour être transformé en steaks hachés avant d'être réexpédiées aux Pays-Bas pour le compte de la filiale néerlandaise d'une grande enseigne de *fast-food*.



EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Malgré des disponibilités limitées en France et des abattages en retrait, les exportations françaises de viande bovine se sont maintenues en 2022. Les envois vers les clients historiques (Italie, Allemagne, Grèce) se sont à nouveau repliés.



Viandes bovines fraîches et congelées.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

Malgré le manque de disponibilités, stabilité des exports

Malgré des abattages en retrait, les exportations françaises de viande bovine se sont stabilisées en 2022 à 249 000 téc (= /2021), dont 222 000 téc de viande bovine hors préparations. Cependant, une partie des flux depuis la France est à mettre en lien avec le retour de procédures douanières entre le Royaume-Uni et l'UE à 27.

Envolée des flux vers les Pays-Bas...

D'après nos estimations, les Pays-Bas sont devenus en 2022 la 2^{ème} destination des exportations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées. Ce sont près de 47 000 téc qui y ont été expédiées (+80% /2021 et x5,6 /2019). Certes, le développement de contrats d'approvisionnement en viande de JB a pu participer à cette progression, mais l'explication est d'abord à chercher du côté de la sortie du Royaume-Uni de l'UE et du retour des démarches douanières. Ainsi certains opérateurs néerlandais préfèrent dédouaner leurs produits en France pour plus de simplicité. Une partie des importations françaises depuis le Royaume-Uni est ainsi réexportée vers les Pays-Bas.

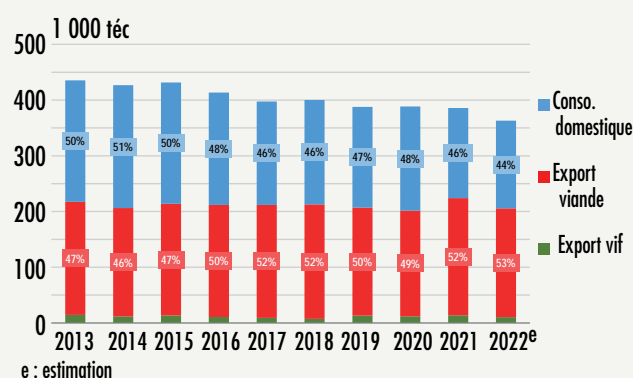
... et recul ailleurs, notamment vers les marchés historiques

Les envois de viandes bovines françaises réfrigérées et congelées ont été en retrait vers toutes les autres destinations importantes. C'est notamment le cas pour les trois clients historiques (Italie, Allemagne, Grèce). L'Italie est toujours la 1^{ère} destination pour la viande bovine française en 2022 avec 56 500 téc (-3% /2021) mais s'érode pour la 11^{ème} année consécutive.

Avec l'ascension fulgurante des Pays-Bas, l'Allemagne recule au 3^{ème} rang des destinations avec 40 500 téc importées (-10% /2021). Les envois vers la Grèce reculent également, à 33 500 téc (-12%). Après plusieurs années de progression, les envois vers la Belgique ont enregistré une baisse (-6%), avec 24 000 téc importées depuis la France.

DESTINATION DE LA VIANDE DE TAUREAUX ET TAURILLONS

La production française de mâles finis non castrés destinée à l'export avait été plus limitée au cours de la décennie 2010. Mais depuis le début de la décennie 2020, avec les effets du manque de viande de JB sur le marché communautaire, la proportion d'export a progressé.



e : estimation

Source : Estimation GEB - Institut de l'Élevage propres

Baisse de production et légère progression de l'export en proportion en 2022

La décapitalisation continue depuis plusieurs années finit par avoir des effets sur la production en France. Ainsi, en 2022, la production française de mâles non castrés a connu une baisse marquée (-5% /2022). Depuis plusieurs années, cette production reste mieux valorisée à l'export que sur le marché français, notamment dans le sud de l'UE, l'Allemagne et les Pays-Bas. Certes elle fait face à la concurrence des viandes polonaise et espagnole mais le manque d'offre sur le marché communautaire a tout de même stimulé la demande à l'export.

En 2022, 18% de la viande produite en France a été exportée. Après déduction des effets du *Brexit*, nous estimons à 190 000 téc les exportations de viande de taurillons. Ainsi en 2022, 57% de mâles non castrés produits (viande et vif) en France auraient été exportés. En parallèle, la part de viande de mâles non castrés consommée en France aurait baissé à 44% en 2022, contre 46% un an auparavant.

Des exportations de mâles finis toujours à l'étiage

En 2022, les exportations de jeunes bovins vivants prêts à abattre ont reculé, représentant moins de 3% de la production de taureaux et de taurillons d'après nos estimations. Auparavant porteur, ce marché est devenu de plus en plus anecdotique au cours de la décennie 2010. En 2022, les exportations ont diminué, toujours à l'étiage, avec à peine plus de 24 000 têtes expédiées (-20% /2021). Les exports ont reculé vers l'UE (-35% /2021 à 16 000 têtes), mais surtout vers les pays-fiers (-80% à 1 000 têtes).

Seul le flux historique vers l'Italie se maintient. Les envois ont en effet résisté, à 14 500 têtes (+1% /2021), soit 60% des exportations françaises de JB finis. Ce n'est pas le cas des exportations vers le Maghreb (-90% à 300 têtes) ou le Liban (-50% à 500 têtes).

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

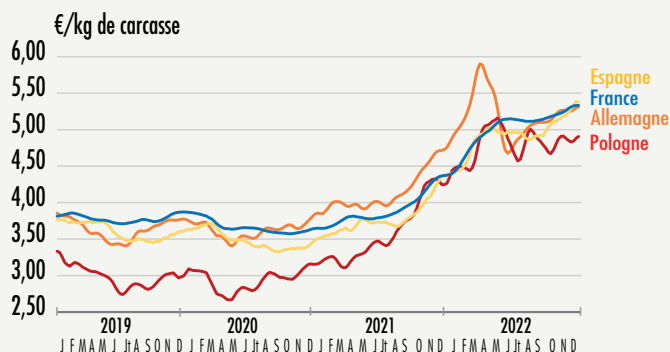
Baisse de production, hausse des prix, retour de l'import

La production de viande bovine dans l'UE-27 s'est réduite en 2022 d'environ -1% /2021. La hausse significative de l'offre en Irlande et en Espagne n'a pas compensé les baisses en France, Allemagne, Italie et Pologne. Les importations de viande de pays tiers sont reparties à la hausse après 2 années marquées par des restrictions sanitaires sur la restauration, sans pour autant retrouver leur niveau de 2019. La consommation s'est relativement bien maintenue malgré une inflation record dans de nombreux États membres.



PRIX EN EUROPE EN 2022

COTATIONS COMPARÉES DES JB R EN EUROPE MOYENNE MOBILE 4 SEMAINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

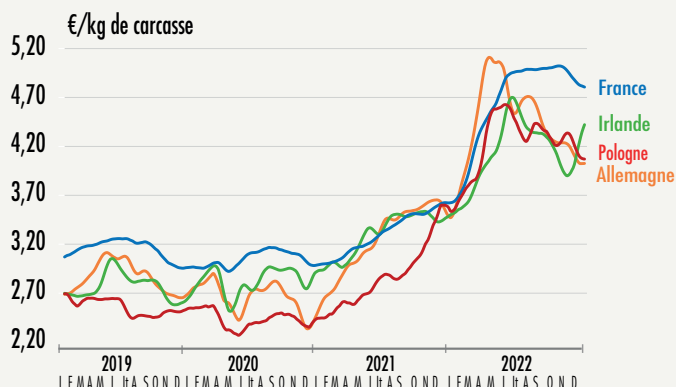
Hausse historique des prix dans l'UE.

En moyenne sur l'année, la cotation européenne du JB R s'est établie à 4,96 €/kg de carcasse (+26% /2021 et +40% /2020).

La hausse a été particulièrement marquée au 1^{er} semestre (+29% /2021 à 4,89 €/kg en moyenne) et s'est prolongée au second semestre (+20% à 5,03 €/kg).

La cotation allemande a d'abord poursuivi la flambée entamée fin 2021, attisée par le manque d'offre et des rétentions en élevages, avant que les prix ne fléchissent en avril. Les cotations française, espagnole et polonaise ont été embarquées dans la hausse jusqu'en mai. Puis les prix en Pologne ont subi les oscillations du zloty et les inquiétudes liées à la guerre en Ukraine. En Espagne, les prix ont légèrement baissé en fin de printemps en raison du ralentissement du marché national et de relations tendues avec l'Algérie, mais ils sont ensuite bien remontés à l'automne.

COTATIONS DES VACHES O DANS L'UE - MOYENNE MOBILE 4 SEMAINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

En moyenne sur l'année, la cotation européenne de la vache O s'est établie à 4,31 €/kg de carcasse (+37% /2021 et +53% /2020).

Elle a gagné 1€ entre début janvier et fin juillet pour atteindre 4,56 €/kg. Puis elle a fléchi à l'automne pour retomber à 4,21 € en décembre. La sécheresse a par endroit accentué la hausse automnale des sorties faisant fléchir les prix.

En Irlande, l'abondance de la production de *Prime Cattle* et de vaches a fait pression sur les prix, en particulier ceux des vaches qui n'étaient pas prioritaires pour les abatteurs. Les prix sont toutefois remontés en fin d'année face au mécontentement des éleveurs. Les prix français n'ont fléchi que tardivement, soutenus par le manque de viande française pour hacher.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

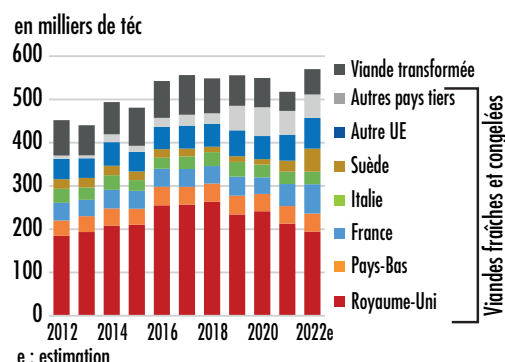
IRLANDE : des exportations record



DONNÉES REPÈRES

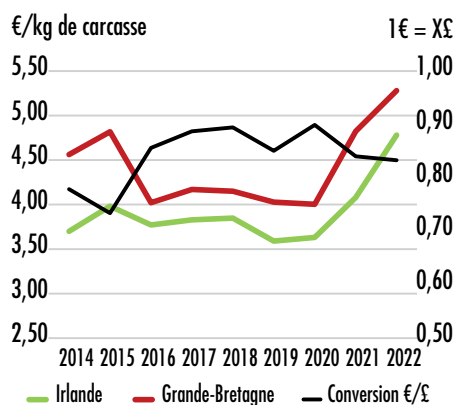
- Consommation : 117 000 téc et 23 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 91%

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après *Bord Bia* et Commission Européenne

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2017	2018	2019	2020	2021	2022e	2022/2021
Abattages	617	623	620	633	595	624	+5%
Importations viande	41	41	36	35	41	63	+51%
Exportations viande	556	549	556	550	518	570	+10%
Consommation*	101	114	100	118	118	117	-1%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *Bord Bia* et estimations propres

Après deux années de perturbation du commerce extérieur liée à la pandémie, les exportations irlandaises de viande bovine ont atteint un niveau record en 2022. Ce mouvement avait été amorcé dès le 2nd semestre 2021 en lien avec la levée progressive des restrictions imposées au secteur de la restauration un peu partout en Europe. Les disponibilités limitées en UE ont soutenu la demande des abatteurs une bonne partie de l'année, même si ceux-ci en ont profité de la hausse de l'offre irlandaise pour faire pression sur les prix à la production.

Progression des abattages, notamment de réformes

La production irlandaise de viande bovine a progressé en 2022 à 624 000 téc (+5% /2021). Après deux années consécutives de baisse, les abattages de taurillons sont repartis à la hausse à 64 000 téc (+4% /2021), niveaux cependant bien inférieurs à ceux observés avant le *Brexit* alors que l'Irlande visait le marché de l'Europe continentale face aux incertitudes sur le débouché britannique. Si les abattages de *prime cattle* (animaux jeunes) ont augmenté (+3% pour les génisses à 183 ktéc et +5% pour les bœufs à 252 ktéc), ce sont surtout les abattages de réformes qui ont nettement progressé : +11% à 125 ktéc. D'après l'enquête cheptel de juin 2022, le nombre total de bovins atteignait 7,4 millions de têtes (+0,5% /2021). Le nombre de vaches est resté globalement stable, avec toujours plus de vaches laitières (+1% à 1,6 million de têtes) et moins de vaches à viande (-3% à 913 000 têtes). Le cheptel allaitant irlandais pourrait être affecté à moyen terme par un plan de diminution volontaire contre rémunération, annoncé en décembre 2022 dans le cadre du *Climate Action Plan* du gouvernement irlandais.

Export en hausse vers l'Europe continentale

Libérées des contraintes liées à la pandémie de covid-19 dans une Europe où les disponibilités ont été limitées, les exportations irlandaises de viande bovine ont nettement progressé en 2022 pour atteindre le niveau record de 570 000 téc (+10% /2021), soit 91% des volumes produits. Les envois de viandes réfrigérées et congelées vers le Royaume-Uni, qui reste le 1^{er} client de l'Irlande (48% des envois irlandais en 2022), ont pourtant été en retrait, à 195 000 téc (-9% /2021). Même constat pour les autres pays tiers où les envois avaient pourtant été dynamiques pendant la pandémie comme les Philippines (-18%) ou les États-Unis (-68%).

C'est plutôt du côté de l'Europe continentale qu'il faut chercher les hausses d'export. En effet, les exportateurs irlandais se sont à nouveau tournés vers un marché communautaire en manque de disponibilités depuis le 2nd semestre 2021. En 2022, 263 000 téc de viandes bovines réfrigérées et congelées ont été expédiées vers l'UE à 27, (+28% /2021 et +35% /2019). Les expéditions ont notamment plus que doublé vers la Suède et fortement progressé vers la France, les deux principales destinations pour la viande de réformes.

Les prix soutenus par la demande sur le marché européen

Comme ailleurs en Europe, les prix de toutes les catégories ont nettement augmenté en moyenne sur 2022. Avec une demande soutenue pour la restauration et la transformation dans l'UE, le cours de la vache O s'est apprécié malgré la baisse saisonnière de l'automne amplifiée par la pression des abatteurs : +82 centimes à 4,15 €/kgéc en moyenne annuelle (+25% /2021). Même constat pour le cours du bœuf R3 destiné principalement au marché britannique : +70 centimes à 4,78 €/kgéc (+17% /2021). L'écart s'est réduit avec le prix du bœuf britannique, avec un taux de conversion de livre relativement stable, de 74 centimes en moyenne en 2021 à 50 centimes en 2021.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

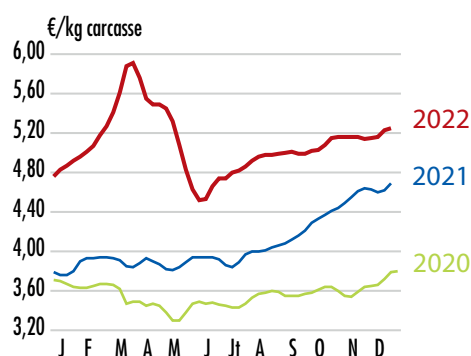
ALLEMAGNE : Retour de l'inflation, la consommation en berne



DONNÉES REPÈRES

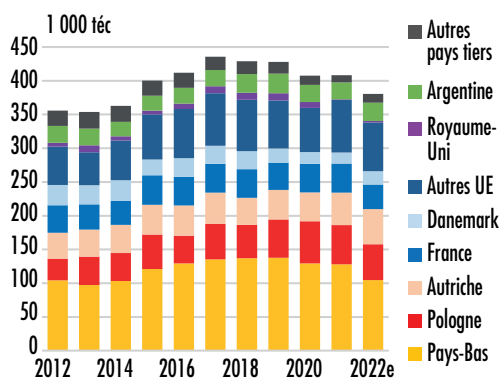
- Consommation : 1,111 million de téc, soit 13,3 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 37%
- Part des exportations dans la production : 32%

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après cotation nationale

IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2017	2018	2019	2020	2021	2022e	2022/2021
Abattages	1 124	1 102	1 106	1 090	1 092	1 025	-6%
Importations viande	465	460	460	441	441	414	-6%
Exportations viande	376	364	365	311	343	325	-5%
Consommation	1 213	1 198	1 202	1 220	1 190	1 114	-6%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations propres

En Allemagne, l'inflation a fait son grand retour à la faveur de la guerre en Ukraine. Elle a atteint 7,9% en moyenne annuelle en 2022, son plus haut niveau depuis la réunification, et 13% sur la viande bovine. En conséquence, le pouvoir d'achat des consommateurs allemands s'est contracté et la consommation de viande bovine a nettement reculé de -6%.

Abattages en retrait avec le freinage de la décapitalisation

En 2022, les prix élevés du lait ont freiné la décapitalisation du cheptel laitier, principal fournisseur de viande des abattoirs allemands, malgré les cours soutenus des animaux de réforme. Les effectifs de vaches laitières ont diminué de seulement -0,6% sur un an, à 3,809 millions de têtes en décembre, contre un rythme de décapitalisation de -2% en moyenne ces dernières années. Les abattages de génisses et de vaches ont par conséquent reculé de -9% /2021. La production de JB a diminué de -5% /2021. Au total, la production de viande a été donc en-deçà du faible niveau de 2021, à 1,025 million de téc (-6% /2021).

Le faible niveau de décapitalisation en 2022 pourrait permettre de limiter l'érosion de la production en 2023. En particulier, l'augmentation des effectifs de mâles de un à deux ans en novembre 2022 (+4,3% /2021) semble traduire une augmentation des mises en place de JB.

Importations et exportations en net recul

Les importations de viandes réfrigérées et congelées se seraient établies à 411 000 téc en 2022 d'après nos estimations, en recul de -30 000 téc (-6% /2021). Les importations en provenance des Pays-Bas (-18% /2021), de Pologne (-9% /2021) et de France (-15% /2021) ont été tout particulièrement touchées. À l'inverse, les imports depuis l'Autriche (+9% /2021) et le Danemark (+19% /2021) ont augmenté. Les importations depuis le Royaume-Uni, très faibles en 2021 du fait du *Brexit*, ont repris (x2,3 /2021, à 2 000 téc), mais sont restées très éloignées du niveau d'avant la pandémie (-78% /2019).

Les exportations ont également reculé de -5% pour s'établir à 325 000 téc. Ce recul a concerné principalement la viande fraîche (184 000 téc, -6% /2021), alors que les exports de viande congelée ont augmenté (49 000 téc, +5% /2021), en particulier vers les pays tiers.

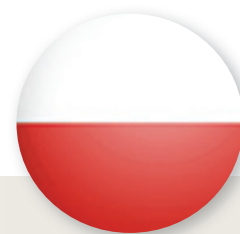
Consommation en net recul

L'inflation liée à la guerre en Ukraine a entamé le pouvoir d'achat des ménages allemands. Ceux-ci ont réduit leur consommation de viande bovine, d'autant que la pénurie sur le marché européen a considérablement augmenté les prix au détail. Ainsi, d'après nos estimations, la consommation calculée par bilan aurait reculé de -6% à 1,114 millions de téc en 2022, soit 13,3 kg éc/habitant.

Prix soutenus par la pénurie de viande

En moyenne annuelle, les cours des bovins finis ont vivement progressé : la vache O cotait 4,38€/kg éc (+35% /2021), la génisses R 4,98 €/kg éc (+31% /2021) et le JB R 5,09 €/kg éc (+25% /2021). Début 2022, la hausse rapide des cours a incité les engraisseurs à retenir quelques semaines leurs JB. En avril, quand ces animaux sont sortis, les prix se sont rapidement recalés. Ainsi, le JB R cotait à son maximum début avril 5,91€/kg éc, avant de perdre -24% en dix semaines. Les cours ont ensuite connu une hausse continue pendant le second semestre.

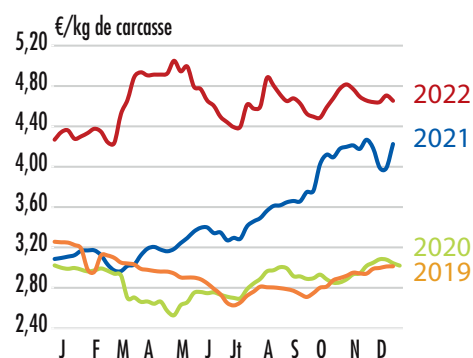
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE POLOGNE : baisse de la production et des exportations



DONNÉES REPÈRES

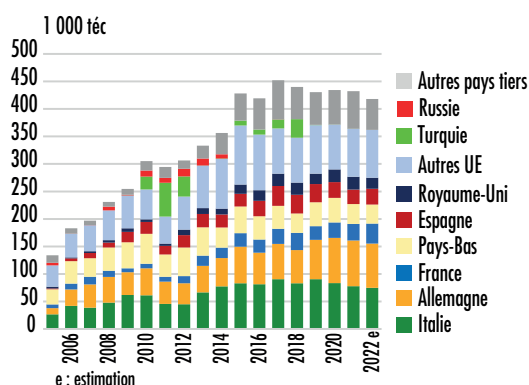
- Consommation : 1 14 000 téc et 3,0 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 85%

COTATION DU JB O3 EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2017	2018	2019	2020	2021	2022 e	2021/2020
Abattages	559	565	560	559	555	548	-1%
Importations viande	28	27	31	27	27	33	+22%
Exportations viande	484	475	470	476	478	466	-3%
Consommation*	102	117	121	111	103	114	+10%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Lerigz, Eurostat et estimations propres

La production polonaise a diminué pour la 4^{ème} année consécutive. Les volumes exportés se sont donc réduits. Les importations comme la consommation apparente ont en revanche nettement progressé.

Nouvelle baisse significative de la production de taurillons

La production polonaise de viande bovine s'est érodée à 548 000 téc en 2022 (-1% /2021), son plus bas niveau en 6 ans. La production de taurillons se serait réduite de -3% à 302 000 téc d'après nos estimations, en raison de la baisse du nombre de veaux mâles disponibles en 2020. Les abattages de génisses auraient totalisé 86 000 téc (= /2021). Les disponibilités en veaux femelles pour l'engraissement semblent désormais plafonner elles aussi. Les abattages de vaches auraient atteint 153 000 téc (+2% /2021) après 2 à 3 années marquées par un manque de débouchés pour ces animaux.

Prix record

Après deux années au plus bas (scandales sanitaires en 2019 et fermeture des restaurants dans toute l'Europe en 2020), les prix des JB ont commencé à remonter au cours de l'année 2021, poursuivant leur hausse jusqu'en mai 2022. Le JB O a même dépassé la barre des 5 € à la mi-mai. En moyenne sur l'année, le JB O polonais a coté 4,63 €/kgéc (+32% /2021), dont 4,62 € au 1^{er} semestre (+46% /2021) et 4,64 € au 2nd semestre (+22% /2021).

La cotation polonaise de la vache O a bénéficié du redémarrage de l'industrie du *fast-food* en Europe et a gagné plus d'1 €/kg entre début janvier et fin mai. Elle s'est établie à 4,25 €/kgéc en moyenne sur l'année (+45% /2021), dont 4,22 €/kgéc au 1^{er} semestre (+58% /2020) et 4,27 €/kgéc au 2nd semestre (+34%).

Recul de -3% pour les exportations

La Pologne exportant 85% de sa production, les exportations ont suivi l'évolution des abattages, retombant à 466 000 téc selon nos estimations (-3% /2021). Les ventes de viandes bovines réfrigérées et congelées auraient reculé de -4% vers l'Italie à 75 000 téc. Elles seraient retombées à 80 000 téc vers l'Allemagne (-3%). Avec des volumes en hausse de +20% à 36 000 téc, la France devient le 3^{ème} client des exportateurs polonais de viande bovine. La hausse des abattages de vaches de réforme en Pologne a en effet permis de satisfaire la hausse de la demande française à l'importation. Les volumes polonais ont également progressé significativement vers l'Espagne (+9% à 29 000 téc) en lien probablement avec la reprise de l'activité touristique dans le pays.

Consommation apparente en hausse

La consommation apparente de viande bovine en Pologne est repartie à la hausse en 2022. L'afflux de réfugiés ukrainiens à partir du printemps - ils étaient plus d'1 million fin 2022, pour moins de 38 millions de Polonais - a participé à accroître la demande. La hausse des importations de viande bovine a d'ailleurs été significative à partir d'avril et particulièrement marquée pour la viande bovine congelée.

Par ailleurs, la réouverture de la RHD a participé également à la reprise de la consommation qui s'était réduite en 2020 et 2021 sous l'effet de la fermeture des restaurants pendant de nombreux mois.

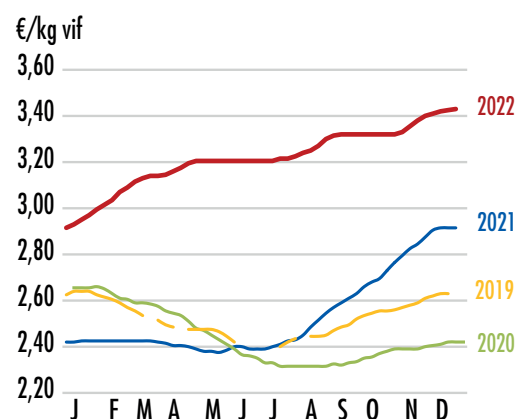
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ITALIE : hausse continue des prix



DONNÉES REPÈRES

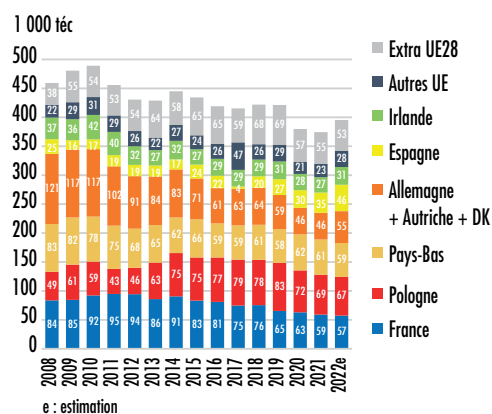
- Consommation : 954 000 téc soit 16,1 kgéc/hab.
- Part des importations de viandes dans la consommation : 42%

COTATION DU JB MÂLE CHAROLAIS À LA BOURSE DE PADOUE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Padoue

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Abattages	765	775	759	712	727	723	-0,6%
Importations viande	426	434	433	390	384	396	+3,0%
Exportations viande	171	163	153	144	169	165	-2,1%
Consommation	1020	1046	1039	958	943	954	+1,1%

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Anagrafe zootecnica, ISMEA et douanes italiennes et estimations propres

L'offre limitée, surtout en fin d'année, a soutenu les prix des bovins finis. La viande importée a amorcé son retour et l'Espagne poursuit sa percée. La baisse de pouvoir d'achat affecte la consommation.

Manque de viande en fin d'année

En 2022, la production italienne de viande bovine se serait légèrement érodée d'après nos estimations pour tomber à 723 000 téc abattues (-0,6% /2021), avec une forte baisse des abattages de mâles, une stabilité en génisses et une reprise des abattages de vaches après deux années bridées par les restrictions imposées à la RHD en Europe. Les sorties de jeunes bovins mâles et femelles ont été très limitées au 4^{ème} trimestre. Les incertitudes sur les conséquences de la guerre en Ukraine et de la sécheresse avaient conduit à des mises en place de brouillards très prudentes au printemps.

Les prix en croissance jusqu'à la fin de l'année

Les prix à la production ont progressé tout au long de l'année, sans enregistrer de baisse saisonnière au printemps. Grâce à une offre en ferme limitée, les engraisseurs étaient en position de force pour obtenir des hausses de prix afin de compenser au moins partiellement l'envolée de leurs coûts de production. En fin d'année, la pénurie d'offre a permis des hausses de prix supplémentaires.

Ainsi, le mâle charolais à la bourse de Padoue a coté en moyenne 3,21 €/kg vif sur l'année, soit +27% /2021. Il a fini l'année à 3,43 €/kg vif, soit +18% /2021. La cotation du mâle limousin a connu une évolution similaire, terminant l'année à 3,62 €/kg vif. Les cotations des femelles ont également fortement progressé, à 3,57 €/kg vif pour les Limousines en fin d'année (+16% /2021) et 3,43 €/kg pour les Charolaises (+20% /2021).

La viande espagnole poursuit sa percée

Après deux années d'activité ralentie dans la restauration hors domicile, les importations de viande bovine italiennes sont reparties à la hausse, sans pour autant retrouver leur niveau de 2019.

L'Espagne, avec des abattages en hausse et des petites carcasses bien conformées, a poursuivi sa percée en commercialisant 46 000 téc de viandes fraîches et congelées (+30% /2021). L'origine Allemagne a également été bien présente à partir du printemps en lien avec un niveau de prix revu à la baisse. Allemagne, Danemark et Autriche auraient fourni 55 000 téc en 2022 (+20% /2021). La hausse de production en Irlande et la baisse de prix qui en a découlé ont également stimulé les achats de viande irlandaise, à 31 000 téc sur l'année (+16% /2021). La viande polonaise a de nouveau reculé en lien avec de moindres disponibilités. Les importations de France seraient restées quasi stables.

+1% pour la consommation nationale

Après avoir fortement baissé en 2020 et 2021, la consommation nationale calculée par bilan se serait redressée de près de +1% d'après nos estimations. Elle reste toutefois loin de ses niveaux des années de pré-pandémie. L'inflation a réduit le pouvoir d'achat des Italiens, même si la viande bovine a été moins impactée par la hausse des prix que les autres sources de protéines animales.

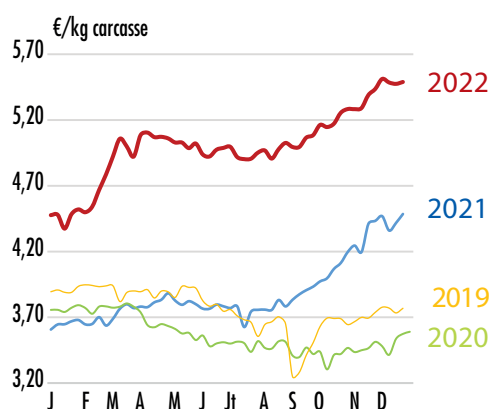
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ESPAGNE : toujours plus d'exports



DONNÉES REPÈRES

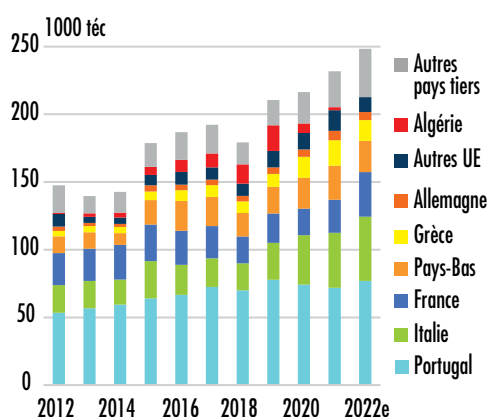
- Consommation : 625 000 téc
soit 13,2 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production nette : 35%
- Part des importations dans la consommation : 23%

COTATION DU JB U3 EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE VIANDES BOVINES RÉFRIGÉRÉES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

Les abattages espagnols ont encore progressé en 2022, permettant aux opérateurs de poursuivre leur percée sur le marché européen. La demande nationale a fléchi en fin d'année, mais les prix sont restés bien orientés.

L'engraissement espagnol poursuit sa croissance

Avec un cheptel allaitant en croissance et des importations de veaux importants (485 000 têtes, +83% en 10 ans), la production espagnole de viande bovine continue de progresser. Les volumes abattus auraient totalisé 744 000 téc en 2022 (+4% /2021), un record absolu pour l'Espagne. L'engraissement de jeunes bovins mâles et femelles poursuit son développement. Les abattages de mâles non castrés de plus de 12 mois auraient avoisiné 277 000 téc (+7%), ceux de génisses 125 000 téc (+5%) et ceux de bovins de 8 à 12 mois 206 000 téc (-3%). Cette dernière catégorie tend à s'éroder sur les dernières années. Les abattages de vaches ont fortement progressé (+11%) en raison de la sécheresse historique qui a touché le pays : les réformes ont été particulièrement nombreuses en fin de printemps.

Les prix à la production ont fortement augmenté. Les cotations des JB espagnols ont ainsi fini l'année à des niveaux supérieurs à ceux des JB français, boostées par la croissance des ventes sur l'Italie. En moyenne sur l'année, le JB U a coté 5,00 €/kg de carcasse (+29% /2021) et le JB R 4,93 €/kg (+30%). Cette remontée a été bienvenue pour les engraisseurs espagnols, très dépendants des achats d'aliments et donc confrontés à une forte hausse de leurs coûts de production.

L'Espagne augmente ses exports de +10% en un an

Les exportations de viande réfrigérée et congelée ont encore progressé en 2022 à 248 000 téc. Avec les produits transformés (12 000 téc), le total de viande espagnole exportée atteint 260 000 téc (+10% /2021 et +17% /2020). Le Portugal, 1^{er} marché, a importé 77 000 téc (+7% /2021) pour répondre à la reprise du tourisme. La hausse des envois a été très vive vers la France (+35% /2021 et +68% /2020 ; 33 000 téc) et vers l'Italie (+17% /2021 et +30% /2020 ; 47 000 téc). Ils ont reflué vers la Grèce (-19% ; 15 000 téc) et l'Allemagne (-25% ; 6 000 téc). L'Algérie a suspendu ses imports de viande espagnole (2 000 téc en 2021) mais l'Espagne a conquis des pays tiers tous azimuts pour un total de 36 000 téc (+24%) notamment vers les Philippines et la Suisse (5 000 téc chacun), Madagascar (4 000 téc), Israël/Palestine et le Vanuatu (3 000 téc chacun).

Les envois espagnols de bovins finis ont progressé à 170 000 têtes (+4%). L'arrêt des exports de vif fini vers l'Algérie (27 000 têtes en 2022) et leur contraction vers la Libye et Liban (-25% à 43 000 têtes) ont libéré des volumes. 110 000 têtes (x2 /2021) ont été expédiées en UE, dont 33 000 têtes vers la Hongrie (point de passage vers la Turquie), 17 000 vers l'Italie (= /2021) et 20 000 vers la France (500 en 2021).

La demande intérieure s'est essoufflée en fin d'année

Avec le retour des touristes, la consommation de viande bovine en Espagne aurait progressé à 625 000 téc en 2022 d'après nos estimations (+2% /2021). Elle n'a toutefois pas retrouvé son niveau de 2019, d'autant que la forte inflation a limité la demande intérieure à partir de l'automne.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE EN ESPAGNE

1000 téc	2017	2018	2019	2020	2021	2022e	2022e/2021
Abattages	644	669	695	678	717	744	+4%
Importations viande	150	152	156	125	135	141	+4%
Exportations viande	197	185	217	223	237	260	+10%
Consommation*	597	636	634	580	615	625	+2%

* Le calcul de la consommation apparente ne tient pas compte des variations de stock. L'encombrement du marché en 2018 et 2019 a sans doute provoqué une hausse des stocks ces années-là et un rebond de la consommation apparente.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

e : estimation

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

L'offre limitée réduit les exportations



En 2022, la décapitalisation du troupeau allaitant a été de -3% sur un an. En parallèle, les mises en place de JB viande en France se sont quasiment maintenues. En conséquence, les exportations de broutards ont largement reculé, de -7% (-84 000 têtes) en 2022. La demande algérienne est revenue en force, avec 60 000 animaux exportés (+19 000 têtes /2021, niveau supérieur de +2,5% à l'année record 2019), compensant largement l'arrêt des ventes vers Israël. Les envois vers l'Italie ont enregistré un fort recul (- 48 000 têtes /2021) faute de disponibilités en particulier. La demande italienne est restée présente mais avait fléchi au printemps, les engraisseurs étant inquiets sur les conséquences éventuelles de la sécheresse.

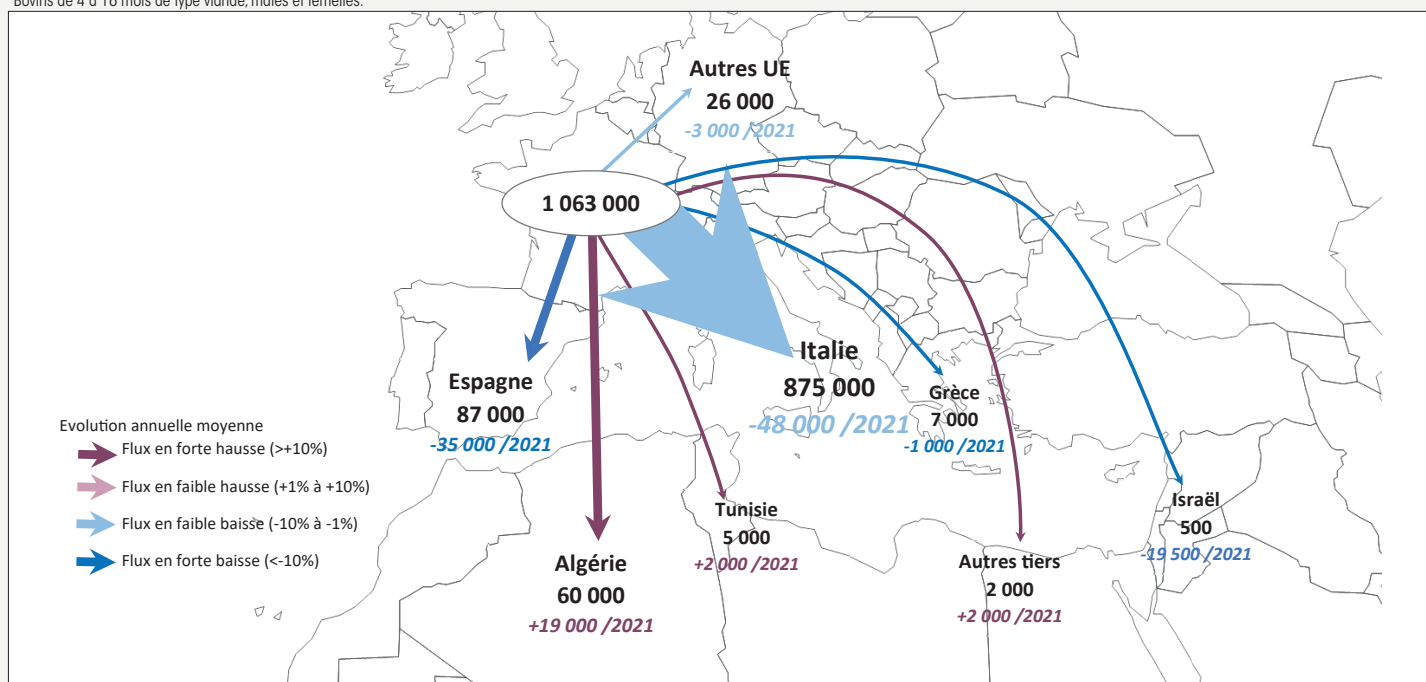
EXPORTATIONS 2022

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de bovins maigres* par pays d'arrivée

Nombre de têtes en 2022 et variation par rapport à 2021

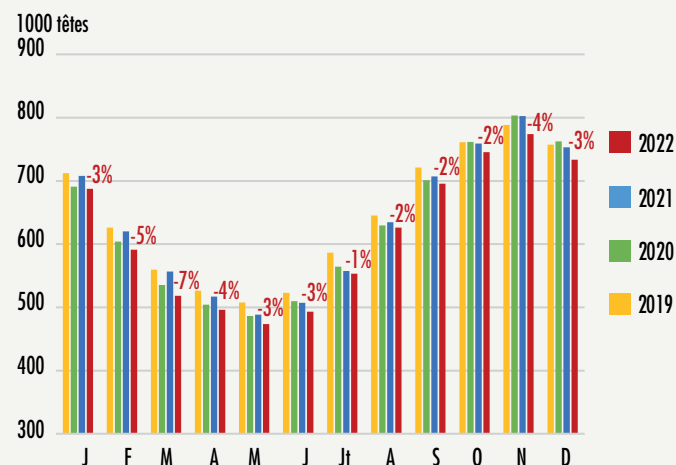
*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE-BDNI et estimations propres

EFFECTIFS 2022

EFFECTIFS DE MÂLES DE TYPE VIANDE DE 6-12 MOIS EN DÉBUT DU MOIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI

Au 1^{er} semestre, les effectifs de mâles allaitants de 6 à 12 mois étaient largement inférieurs aux disponibilités de 2021. L'écart s'est un peu réduit au 2^e semestre.

Au premier semestre 2022, les effectifs de mâles allaitants de 6 à 12 mois avaient reculé de -4% /2021 du fait des naissances allaitantes en recul au 2^e semestre 2021, de -4%/2020. Au 1^{er} mars 2022, on comptait seulement 518 000 mâles allaitants de 6 à 12 mois, en retrait de -7% /2021 (-4% /2020). Les mises en place de broutards à l'engraissement plus soutenues en France en 2022 qu'en 2021 ont contenu la baisse des effectifs de 6-12 mois au 2^e semestre (-2% / 2021) malgré le déficit de naissances du 1^{er} semestre (-4% /2021). L'écart s'est à nouveau creusé lors des deux derniers mois de l'année du fait du dynamisme des sorties en réponse à la demande italienne et au fort rebond des importations algériennes.

-7% /2021

C'est notre estimation de l'évolution du nombre de broutards exportés en 2022.

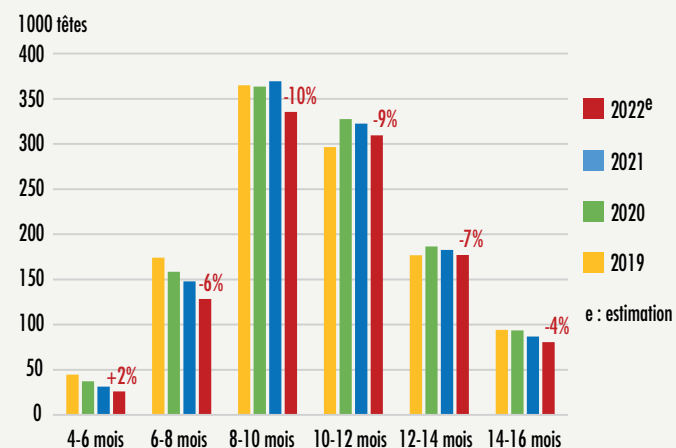
En 2022, les envois français auraient reculé de près de -7% (-82 000 têtes) par rapport à 2021. Avec 1 063 000 broutards exportés, l'année 2022 aurait retrouvé le niveau d'exportation de l'année 2014.

Les exportations de broutards mâles ont baissé de -7 /2021, pour atteindre 699 000 têtes. La baisse des disponibilités et le maintien de l'engraissement en France ont limité les envois de broutards français. En fin d'année, la baisse de la consommation en Italie pourrait avoir limité les expéditions de broutards vers l'Italie et les cours élevés ont impacté les envois vers l'Espagne. Les envois de femelles ont également reculé de -8% /2021.

L'âge des broutards exportés a très légèrement reculé en 2022, avec 85% des animaux âgés de plus de 8 mois (86% en 2021).

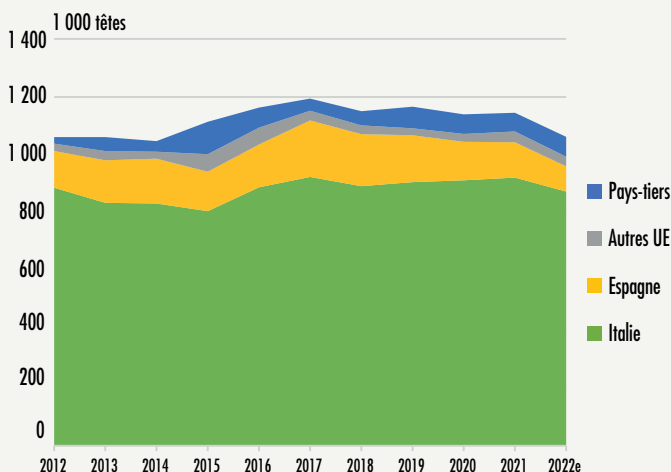
EXPORTATIONS 2022

ÂGE DES BROUARD* EXPORTÉS PAR LA FRANCE (4-16 MOIS)



*bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles, estimation pour décembre 2022
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI et estimations propres

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARD*^e



e : estimation

*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles

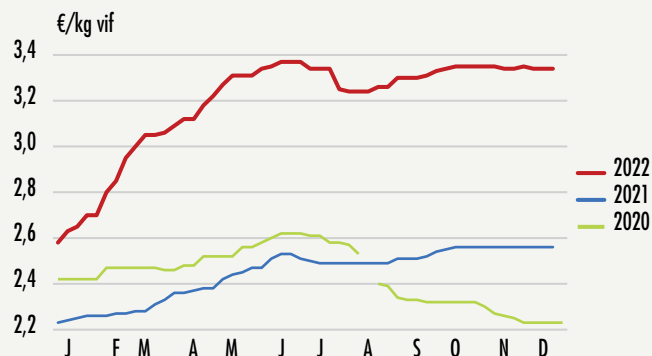
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises, SPIE-BDNI et estimations

En 2022, les envois vers l'Italie ont baissé de -5% /2021. Les exports très dynamiques vers l'Algérie (+46% /2021) ont permis de compenser l'arrêt des expéditions vers Israël.

Les faibles naissances de 2021 ont largement réduit l'offre en broutards pour 2022 alors que la demande export est restée ferme. Par ailleurs, les mises en place de broutards à l'engraissement en France ont été plus élevées en 2022 qu'en 2021, réduisant d'autant le disponible. Vers l'Italie, 875 000 broutards ont été exportés (-5% /2021). Les exportations vers l'Espagne ont été réduites par l'obligation de vacciner les broutards vers cette destination (87 000 têtes, -29% /2021) et la hausse des prix d'achat. La très forte demande algérienne (60 000 têtes, +46% /2021) dépassant même l'année record de 2019, a soutenu les prix.

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU BROUTARD CHAROLAIS U 450 KG



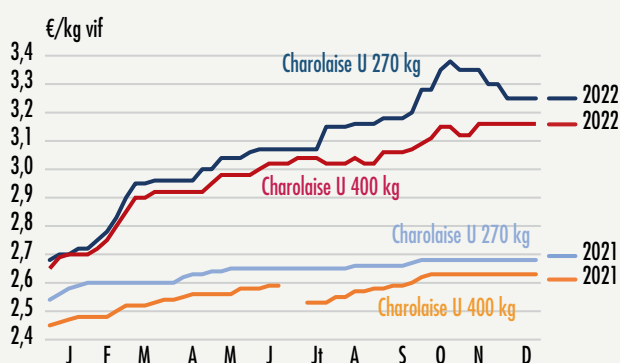
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Après une forte hausse entre janvier et mai, les cours se sont maintenus à un haut niveau jusqu'à la fin de l'année 2022.

Pendant le 1^{er} semestre, la cotation du Charolais U de 350 kg a augmenté de +27% (+0,74 €), celle du Charolais U de 450 kg de +29% (+0,76 €) et celle du Limousin E de 350 kg de +20% (+0,57 €). En juillet et août, les cours ont légèrement baissé avant de se redresser dès septembre, face à la fermeté de la demande française, italienne et algérienne.

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA BROUTARDE CHAROLAISE U



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

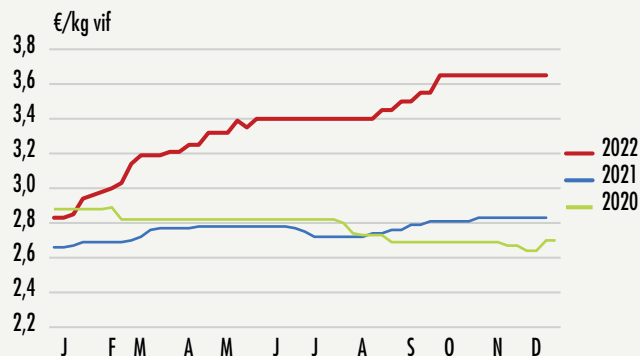
En 2022, les cours des broutards femelles, d'ordinaire peu volatiles, ont augmenté, mais dans une moindre mesure que les mâles.

Les cours des Charolaises U de 270 kg ont augmenté entre janvier et octobre, avant de connaître une légère baisse en fin d'année 2022. Ils ont même dépassé à deux reprises les cotations de la Limousine E de 270 kg. Entre janvier et décembre 2022, la cotation de la Charolaise U de 270 kg a augmenté de +21% (+57 cts) pour une moyenne annuelle à 3,07 €/kg vif (+16% /2021 et

3,19 €/kg vif

C'est la cotation moyenne des broutards charolais U de 450 kg en 2022 (+36% /2021).

COTATION DU BROUTARD LIMOUSIN E DE 350 KG

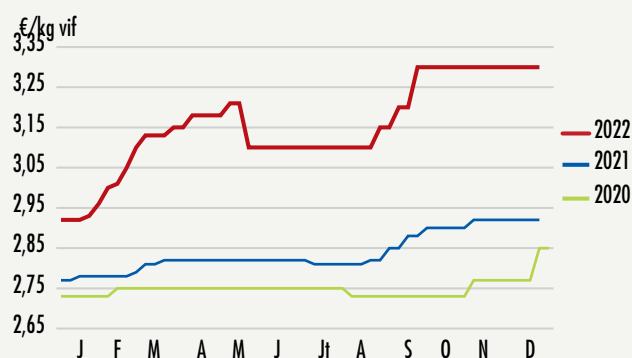


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les prix moyens annuels ont nettement progressé. Les cotations moyennes annuelles ont atteint 3,32 €/kg vif pour le Charolais U de 350 kg (+27% /2021 et +26% /2020) et de 3,19 €/kg vif pour le Charolais U de 450 kg (+31% /2021 et +31% /2020). Le Limousin E de 350 kg a coté en moyenne 3,36 €/kg vif (+22% /2021 et +21% /2020) et le Croisé R de 350 kg 2,98 €/kg vif (+23% /2021 et +21% /2020). Les broutards rustiques ont suivi une dynamique similaire : 2,69 €/kg pour le Salers R de 350 kg (+29% /2021 et +28% /2020).

Avec la pénurie de broutards, les animaux les plus lourds sont restés les plus demandés sur les marchés italiens et algériens. L'écart entre le Charolais U de kg 350 et le Charolais U de 450 kg s'est resserré, passant de 19 cts/kg vif en 2020 à 13 cts/kg vif en 2022.

COTATION DE LA BROUTARDE LIMOUSINE E DE 270 KG

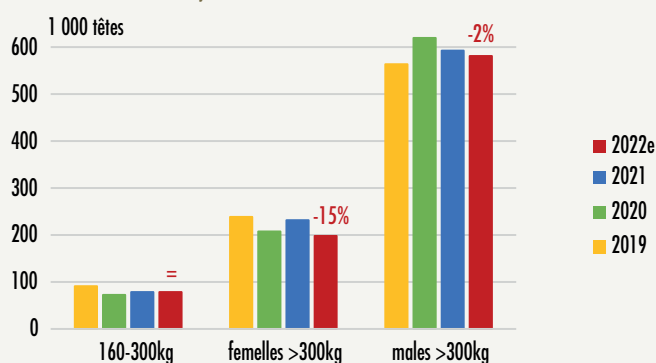


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

+20% /2020). Les cours de la Charolaise U de 400 kg ont suivi une évolution similaire (+19% ou +51 cts), avec une moyenne annuelle de 2,98 €/kg vif (+16% /2021 et +24% /2020). Les cours des Limousines E de 270 kg ont augmenté en deux phases, entre janvier et mai puis en août. Ils se sont stabilisés à 3,30 €/kg vif depuis fin septembre, soit +13 % (+38 cts) d'un automne à l'autre. Sur l'année, la cotation moyenne de la Limousine E de 270 kg s'est établie à 3,15€/kg vif, en progression de +11% /2021 (+15% /2020).

EXPORTATIONS 2022

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUTARDS VERS L'ITALIE



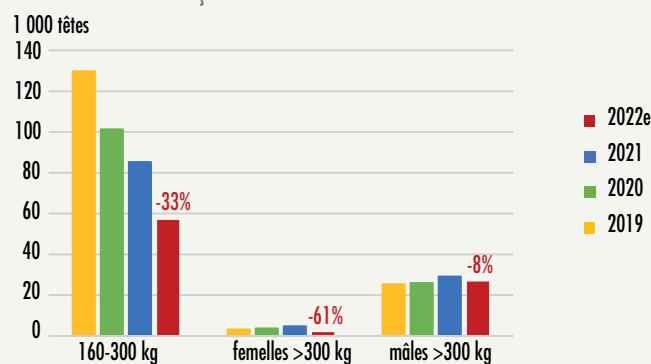
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

Les exportations vers l'Italie ont reculé de -5% /2021, du fait de la baisse des disponibilités.

En 2021, les exportations vers l'Italie étaient restées stables. En 2022, les faibles disponibilités en broutards et l'augmentation de leurs prix auraient entraîné un net recul des exports de broutards mâles et femelles, à -5% /2021 d'après les Douanes. Les envois de femelles de plus de 300 kg auraient davantage reculé selon les Douanes (-15%). En revanche, selon SPIE-BDNI, la baisse des exports de broutards femelles (4-16 mois de type viande) toutes destinations confondues, serait moindre et de même ampleur que les mâles (-9% contre -8%). Les exportations de mâles de plus de 300 kg vif auraient plus faiblement reculé, de -2% / 2021.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUTARDS VERS L'ESPAGNE



e : estimation

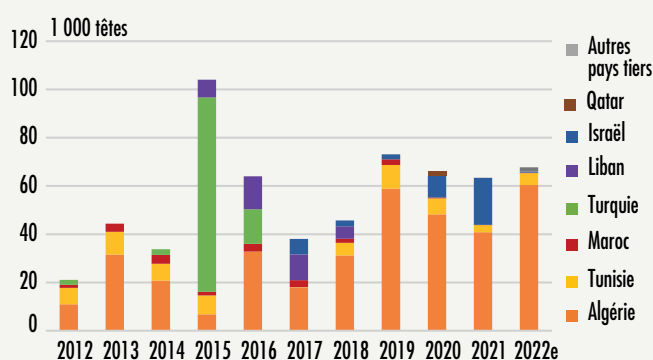
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

Les envois vers l'Espagne se seraient effondrés de -28% en 2022.

L'obligation de vacciner contre la FCO (Fièvre Catarrhale Ovine), les animaux de plus de 70 jours importés en Espagne entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2021, a compliqué et freiné les exportations de bovins de 160 à 300 kg, qui ont donc chuté de -33% / 2021. Comme, il n'est pas possible techniquement de vacciner des animaux de moins de cinq mois, les Espagnols à la recherche d'animaux jeunes privilégient les broutards locaux, moins chers. Ainsi, la réduction des exportations de broutards vers l'Espagne, observée depuis plusieurs années, semble s'être accentuée en 2022.

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BROUTARDS VERS LES PAYS TIERS

EXPORTATIONS DE BROUTARDS FRANÇAIS VERS LES PAYS TIERS



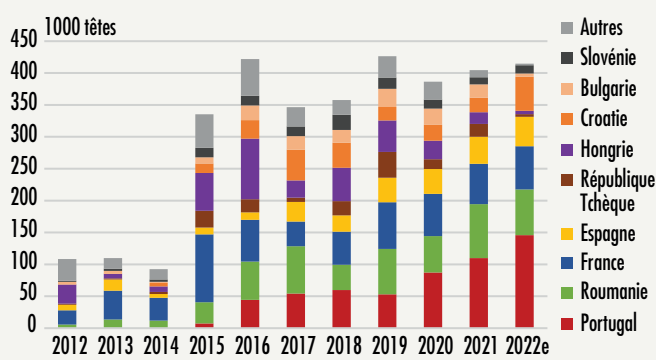
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises et estimations propres

En 2022, les exportations françaises vers les pays tiers sont reparties à la hausse, tirées par la demande algérienne.

Les exportations de broutards français vers l'Algérie ont fortement repris en 2022. Elles ont bondi de +48% ou +19 500 têtes /2021 à 60 000 têtes. Le manque de viande bovine sur le marché algérien et la hausse de la rente gazière ont stimulé l'engraissement. La hausse des ventes à l'Algérie a compensé l'arrêt des exportations vers Israël (19 000 têtes en 2021) à la recherche de fournisseurs à bas prix. La Tunisie représente le deuxième marché d'export de la France parmi les pays tiers, aussi en forte croissance (+68% ou +2 000 têtes /2021).

EXPORTATIONS DE BROUTARDS DEPUIS L'UE VERS LES PAYS TIERS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

Les exportations européennes ont augmenté de +3% /2021 selon nos estimations.

Israël aurait importé 240 000 broutards en 2022(+12% /2021) soit 58% des exportations totales estimées de l'UE (415 000 têtes). Le Portugal serait le premier exportateur européen de broutards, avec 113 000 têtes exclusivement vers Israël (+33% /2021). La Roumanie et la Croatie y auraient envoyé respectivement 52 000 et 25 000 broutards. À l'inverse, les envois de l'UE-27 vers la Turquie auraient chuté de -66% /2021, faisant plonger les exportations hongroises, bulgares et tchèques. Les importations marocaines depuis l'UE auraient diminué de -69% /2021, principalement en provenance d'Espagne où les exportateurs auraient réorienté les flux vers l'Égypte (importations depuis l'UE x1,35 /2021).

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des évolutions contrastées malgré la forte hausse des prix de vente des bovins

La conjoncture des marchés des bovins comme des céréales s'est nettement améliorée en 2022. Cependant, la hausse des charges a pesé fortement sur le revenu des exploitations selon leur système. Les spécialisés, naisseurs intensifs comme extensifs, n'améliorent pour ainsi dire pas leur revenu. Les naisseurs-engraisseurs bénéficient quant à eux d'une amélioration. À l'inverse, les éleveurs spécialisés de veaux sous la mère subissent une hausse des charges bien supérieure à celle de leurs produits. Cependant que les diversifiés grandes cultures, qu'ils soient naisseurs ou naisseurs-engraisseurs, bénéficient de la hausse concomitante des produits des culture de vente et des bovins viande, face à des charges qui ont progressé bien moins vite.

Les revenus des systèmes spécialisés ont été pénalisés par la sécheresse en 2022. Si cette dernière a affecté l'ensemble du territoire national, les effets ont été très marqués dans le Sud-Ouest, le sud du Massif central et la région AJURA et se cumulent à la hausse des principaux intrants. Les aides exceptionnelles débloquées en urgence pour les 12 départements les plus touchés n'en compenseront qu'en partie les impacts.

ESTIMATIONS DES REVENUS 2022

En 2022, la conjoncture très favorable pour les grains a favorisé les exploitations ayant une part de cultures de vente significative dans leur produit. Ainsi, les naisseurs et cultures et les naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins avec cultures dégageraient en moyenne respectivement un résultat courant de 55 600 €/UMO et de 72 400 €/UMO exploitant.

L'embellie des cours en gros bovins a bénéficié aux naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins spécialisés.

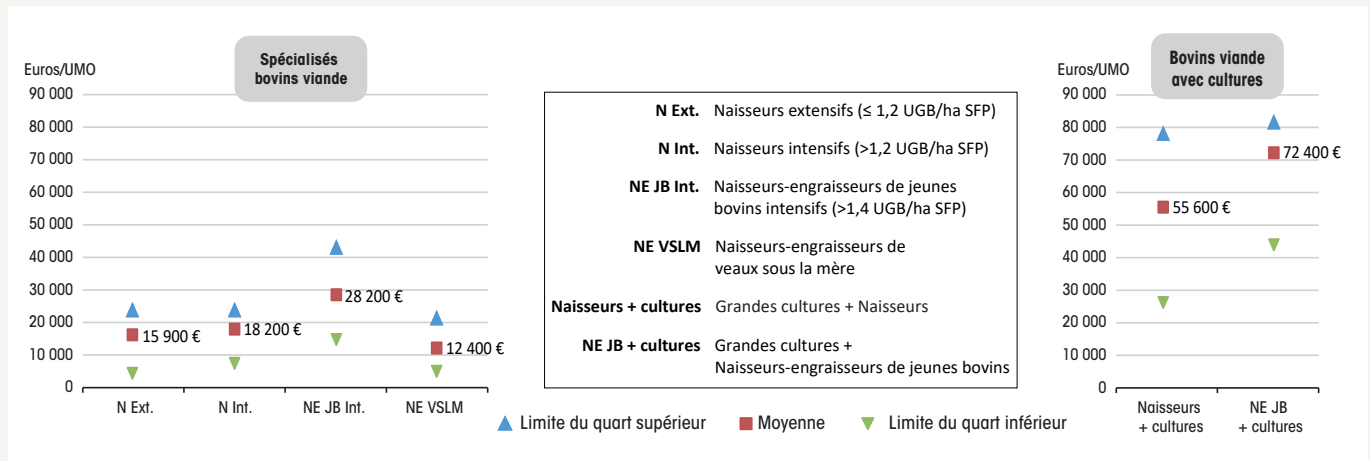
Tous les systèmes n'en profitent pas, pour les naisseurs spécialisés, la situation reste tendue en 2022. Les revenus se maintiendraient en dessous des 20 000 €/UMO.

Pour les naisseurs-engraisseurs de veaux sous la mère, la situation devient très préoccupante.

Les stocks fourragers abondants de 2021 ont été consommés dès l'été, les mauvaises récoltes en maïs et l'arrêt de la pousse de l'herbe se sont traduits par des achats supplémentaires de fourrages et d'aliments. Cumulées à la hausse des intrants, ces charges n'ont été que partiellement compensées par la hausse des produits et se traduiraient par des revenus au plus bas, ne dépassant pas les 12 400 €/UMO.

RÉSULTATS COURANTS 2022

Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2022.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

« Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ». Jouer sur la complémentarité des productions permet d'amortir entre autres les aléas économiques. En 2022, cette complémentarité s'est avérée particulièrement gagnante.

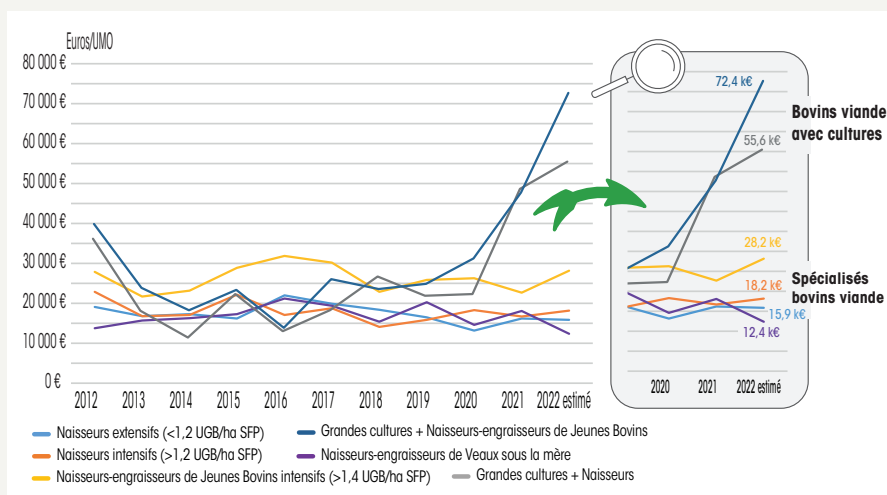
Les systèmes de polyculture élevage bénéficient des hausses cumulées des prix de vente de l'atelier bovin viande et des cultures de vente. Les effluents d'élevage offrent à ces systèmes la possibilité de limiter les achats d'engrais et donc de réduire l'impact de la hausse des cours des engrais minéraux. La compétition entre élevage et productions végétales a été sans doute freinée en raison de cette bonne conjoncture mais l'arrêt d'ateliers bovins viande au profit des cultures pourrait reprendre surtout si les conjonctures divergeaient.

Dans une moindre mesure, les éleveurs spécialisés finissant un maximum d'animaux pour la boucherie voient leurs revenus progresser. Depuis 2 spécialisés, le marché des gros bovins finis est bien orienté avec le manque d'offre.

Les éleveurs des Réseaux ne connaissent pas la décapitalisation allaitante, ils conservent leur cheptel. Dans les bassins qui subissent des sécheresses à répétition, la voie d'adaptation n'est pas la décapitalisation mais l'extensification par l'augmentation des surfaces et le développement des cultures fourragères, comme les dérobées. Cette stratégie de désintensification, propice à davantage d'autonomie alimentaire, permet à l'échelle de l'exploitation d'améliorer la performance économique. Toutefois, cette stratégie ne permet pas de compenser la décapitalisation due au déficit d'installations au regard des arrêts d'exploitation.

Les élevages bovins connaissent des aléas climatiques à répétition, un renchérissement inévitable des aliments achetés et d'autres charges en forte hausse (carburants, engrais, ...). Afin de préserver le revenu de leur exploitation, la tentation de décapitaliser le cheptel allaitant ou d'accroître la sole en cultures, quand cela est possible, voire développer d'autres productions (énergie...) est forte.

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

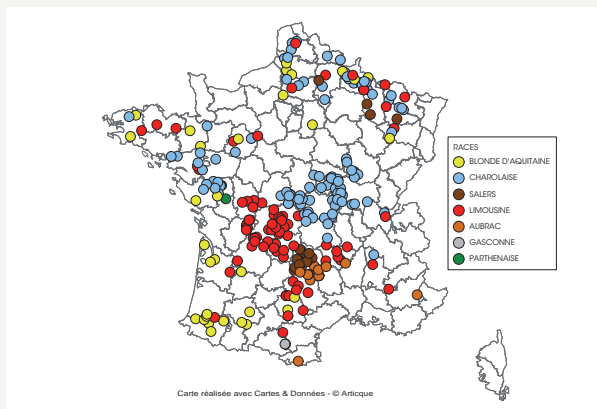
FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE



La base nationale des Réseaux d'élevage compte 319 exploitations en 2021 dont 252 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes bovins viande français.

LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des réseaux d'élevage bovin viande par race



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Résultat courant : ce résultat est issu d'une approche comptable, prenant en compte les amortissements et frais financiers, contrairement au revenu disponible, calculé selon une approche « trésorerie ».

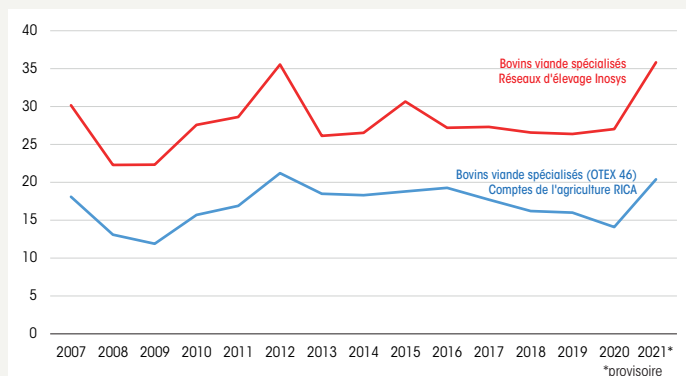
Résultat courant avant impôts : ce résultat se calcule avant l'impôt sur les bénéfices et les cotisations sociales des exploitants n'y sont pas déduites.

DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

Les fermes d'élevage des Réseaux Inosys pour lesquelles ces estimations de revenus sont réalisées sont sélectionnées pour représenter la diversité des systèmes performants, avec des résultats technico-économiques bien supérieurs à la moyenne des revenus des fermes professionnelles françaises mesurées par le RICA.

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES

Milliers d'euros/unité de main-d'œuvre non salariée



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage, RICA et estimations propres.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2022 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2022 sont établies à partir d'un panel de **265 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande**. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2021 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...). L'estimation concerne les résultats courants (RC).

Plus d'informations : <https://idele.fr/filieres/bovin-viande>

- > Les dossiers techniques
- > les hypothèses d'évolution de prix

ESTIMATIONS DES PRODUITS EN 2022

Les résultats 2021 sont ceux constatés dans les comptes du panel d'exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente **des animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente, saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux.

Quant aux **animaux finis**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2022 a été estimé en prenant en compte le nombre d'animaux abattus par trimestre et l'évolution entre 2021 et 2022 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres.

Les prix sont publiés par FranceAgriMer et traités par l'Institut de l'Élevage.

Estimation des produits de ventes des cultures

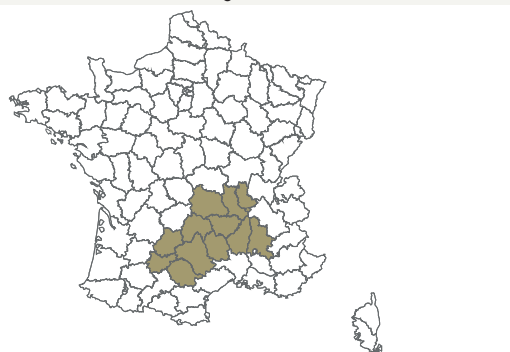
Les rendements régionalisés et les prix de vente des cultures sont transmis par Arvalis-Institut du Végétal.

Estimation des aides

Les aides découplées ont été estimées en baisse de -1,38%, les aides couplées aux bovins allaitants et l'ICHN stables. Seules évolueraient à la hausse les aides des veaux sous la mère (+8% par rapport à 2021).

LES AIDES SÉCHERESSE DÉBLOQUÉES

12 départements reconnus en calamité agricole.



ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2022

Les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2022 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

Les postes spécifiques aux cultures (engrais, semences et protection des cultures) sont estimés en prenant en compte les évolutions entre juin 2020 à mai 2021. Cependant, pour tenir compte des adaptations réalisées par les éleveurs face à l'envolée du prix des engrais, le volume des apports d'engrais a été estimé réduit de 40% sur les surfaces en herbe mais maintenu à l'identique sur les surfaces en cultures de vente.

En 2022, tous les postes de charges sont en hausse hormis les semences et protections des cultures. Les évolutions des postes les plus impactantes sont :

IPAMPA	ÉVOLUTION PRIX 2022/2021	ÉVOLUTION VOLUME 2022/2021
ENGRAIS	+ 72,3 %	Oui
FERMAGE	+ 3,6 %	
ALIMENTS ACHETÉS	+ 24,0 %	
FRAIS VÉTÉRINAIRES	+ 4,6 %	
CARBURANT	+ 51,1 %	
SALAIRES	+ 5,2 %	
INFLATION	+ 6,2 %	

Évolution de la charge engrais 2022/2021 : hypothèse

SURFACE	ÉVOLUTION PRIX	ÉVOLUTION VOLUME
HERBE	IPAMPA	-40%
CÉRÉALES	IPAMPA	Stable

Aides sécheresse débloquées en urgence en décembre 2022

L'année 2022 a été la plus chaude jamais enregistrée à ce jour en France métropolitaine. Ainsi, 12 départements, situés en AURA et Occitanie, ont obtenu un acompte pour les dommages liés à la sécheresse sur prairies au titre des aides des calamités agricoles. Pour les estimations, la totalité de l'aide perçue est alors comptée en 2022. Son montant varie de 45 à 60 euros/UGB et est fonction du taux de perte en prairies permanentes reconnu.

LEXIQUE

- Charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- Charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant. Correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

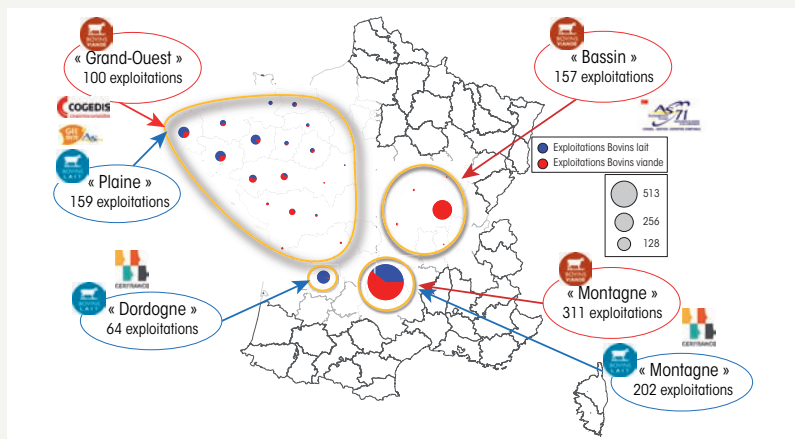
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

TRÉSORERIE : DES RÉSULTATS TOUJOURS INSUFFISANTS

Afin de compléter l'approche comptable, centrée sur le résultat courant (RC), une approche axée sur la trésorerie est aussi informative. En effet, si le RC permet d'appréhender la rentabilité de l'entreprise, et sert de base de calcul aux prélèvements sociaux et impôts, le revenu disponible permet d'approcher l'équilibre financier. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et les investissements de l'entreprise (revenu disponible calculé en déduisant de l'Excédent Brut d'Exploitation, les annuités et les frais financiers).

L'OBSERVATOIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPLOITATIONS DE L'ÉCHANTILLON HIVER 2019-2021

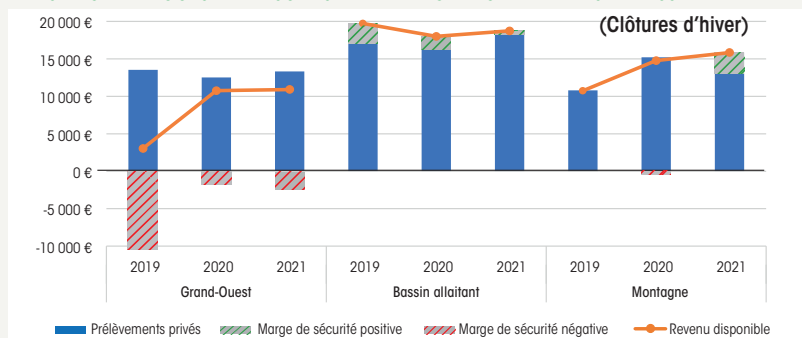


Etude CNE, d'après données Afoc, AS71, COGEDIS, Cerfrance AMC, GIE Entr'AS, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant. Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Les élevages allaitants sont répartis sur 3 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), et la Saône-et-Loire majoritairement (pour le bassin Charolais "historique"). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables avec 5 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS. Près de 570 comptabilités d'exploitations bovines viande constituent l'échantillon constant des clôtures d'hiver (septembre-décembre) suivi entre 2019 et 2021. Les résultats sont analysés par zone géographique.

SITUATION FINANCIÈRE FIN 2021 : INSUFFISANCE DE MARGE DE SÉCURITÉ

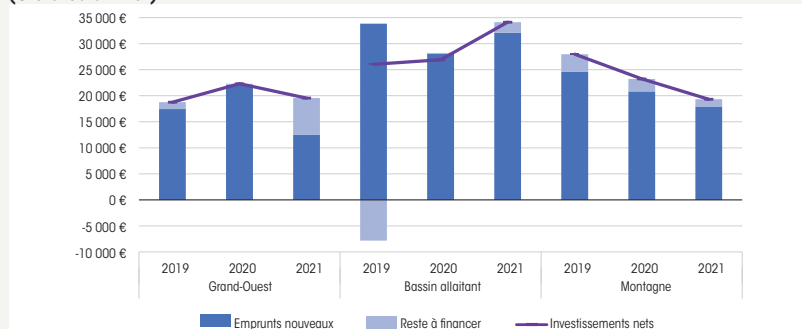
UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : MARGE DE SÉCURITÉ NÉGATIVE DEPUIS 3 ANS DANS LE GRAND-OUEST ET INSUFFISANTE EN MONTAGNE ET DANS LE BASSIN ALLAITANT



Source : Étude CNE « hiver 19-21 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT : DES DYNAMIQUES D'INVESTISSEMENT CONTRASTÉES

(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE « hiver 19-21 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

Fin 2021, la situation financière des élevages allaitants restait dégradée. Le produit brut des élevages de l'échantillon était pourtant en hausse par rapport à l'année précédente. Et, alors que les charges ont également augmenté (en particulier les charges de structure), l'EBE a connu une hausse, mais de façon moindre.

Dans le même temps, les annuités ont légèrement augmenté et le revenu disponible a connu une légère amélioration. Quelle que soit la zone, il demeurait insuffisant, atteignant 15 800 € annuels par UTH familiale (en moyenne toutes zones). Les prélèvements privés restaient très restreints (14 500 €/UTH en moyenne), sans que cela ne permette de dégager de marge de sécurité suffisante.

Les investissements ont réaugmenté dans le Bassin allaitant, mais ont connu des baisses importantes en Montagne et dans le Grand-Ouest. Il est possible que les mesures du plan de relance aient favorisé certains investissements.

Par ailleurs, la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») représentait toujours autour de 15% des élevages suivis, avec une proportion plus importante dans le Grand-Ouest (29%) : leur situation financière restait sévèrement détériorée, avec des dettes court-terme pour ce groupe, plus de 2,5 fois supérieures à la moyenne de toutes les exploitations.

De plus, pour tous les élevages, la hausse globale des charges (matières premières alimentaires, énergétiques, mécaniques...) initiée début 2021 et poursuivie tout 2022, ne sera pas sans conséquence sur les trésoreries !

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

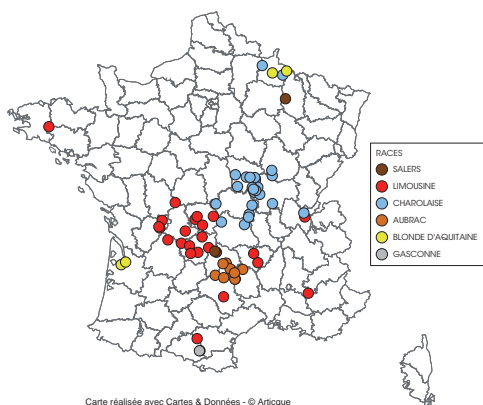
Une hausse des cours des bovins absorbée par la hausse des charges



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 166 ha de SAU dont 153 ha de SFP
- 97 vaches allaitantes et 150 UGB
- Productivité moyenne : 309 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 66 EXPLOITATIONS



En 2022, la forte augmentation des prix des broutards et des femelles finies compenserait la hausse des prix des intrants et les impacts de la sécheresse 2022. Le revenu resterait stable à bas niveau, autour de 15 900 €/UMO.

Des produits bovins viande en forte hausse

2022 avait démarré sous de beaux auspices avec des prix du maigre et des femelles finies qui ne cessaient de progresser avec des évolutions à 2 chiffres. Le produit bovins viande progresserait donc de +18% par rapport à 2021, de quoi donner un peu d'oxygène à la trésorerie.

Une hausse des intrants

Cependant, les systèmes naisseurs spécialisés restent très dépendants de l'achat de concentrés : seuls 32% des concentrés consommés sont autoproduits. La forte hausse des aliments (+19% par rapport à 2021) et des engrais (sauf pour ceux qui avaient été achetés en morte-saison) entraînerait en 2022 une hausse importante des charges opérationnelles. Pour les exploitations, quand cela est possible, des stratégies d'économies sont mises en place pour limiter la hausse des charges (choix des parcelles recevant l'engrais, peu de second apport sur prairies).

Du côté des charges de structure, c'est la flambée du prix du carburant qui impulse la hausse des charges.

Une sécheresse 2022 qui s'ajoute à la hausse des charges

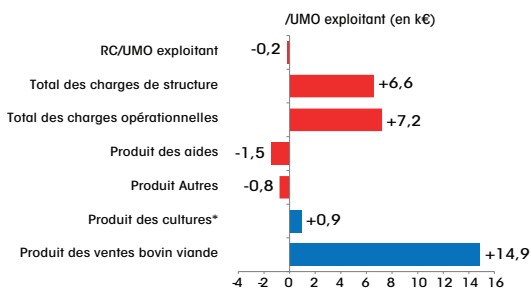
Ces élevages naisseurs extensifs sont situés dans les zones qui ont été les plus sévèrement touchées par la sécheresse 2022 (Sud du Massif Central, Rhône-Alpes, Aquitaine, Occitanie, Alsace). Les stocks, réalisés en 2021 en quantité, ont été consommés quasi totalement dès l'été 2022. Faute d'herbe, les descentes d'estives ont été plus précoces. L'arrière-saison plus douce a toutefois permis de retarder d'une quinzaine de jours la rentrée en bâtiment et, pour les plus chanceux, de refaire quelques stocks.

Cependant de nombreux achats de précaution de fourrages ou d'aliments ont eu lieu pour passer l'hiver.

Un résultat courant qui ne dépasse pas 16 000 €/UMO

La hausse du produit total (+14 000 €/UMO) serait entièrement absorbée par la hausse de l'ensemble des charges. Le revenu moyen resterait stable (-200 €/UMO), mais cache des situations plus difficiles quand les prix des animaux ont connu des hausses plus tardives et plus timides (en race Blonde d'Aquitaine notamment). Pour les élevages les plus fortement touchés par la sécheresse, les aides débloquées en urgence ne couvriront qu'en partie les achats supplémentaires. Cette situation tendue depuis plusieurs années illustre la fragilité économique de ces systèmes pour lesquels les épisodes de sécheresse sont devenus la norme.

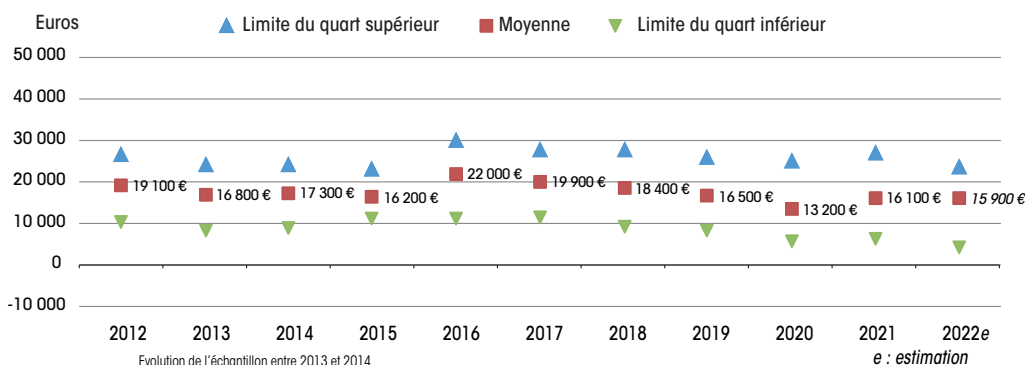
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

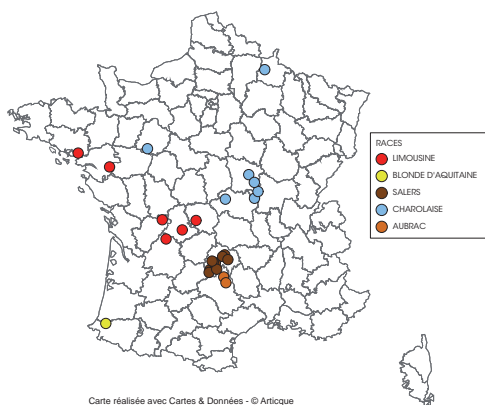
Un revenu qui ne bénéficie que très peu de la hausse des produits viande



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,8 UMO exploitant
- 141 ha de SAU dont 128 ha de SFP
- 119 vaches allaitantes et 178 UGB
- Productivité moyenne : 313 kg viâs par UGB

LOCALISATION DES 25 EXPLOITATIONS



Le revenu des exploitations spécialisées naisseurs intensifs progresserait très légèrement en 2022. La progression des produits bovins viande permettrait de compenser les hausses de charges observées au cours de l'année écoulée sauf pour les exploitations du sud Massif central fortement pénalisées par la sécheresse.

Des races rustiques encore soumises aux aléas climatiques

Si l'année 2021 avait permis de remplir les granges et d'assurer un stock fourrager confortable, la sécheresse printanière de 2022 s'est chargée de les réduire comme peau de chagrin. Pour les élevages du sud Massif Central, des achats de fourrages ont dû être réalisés par précaution ou par nécessité pour tenir jusqu'à la fin de l'année. Ailleurs, la repousse automnale a permis de limiter les impacts de l'été.

Quelle que soit la région, les animaux ont été rentrés plus tardivement et en état permettant de réaliser quelques économies de fourrages et concentrés.

Un produit bovin viande en nette progression

Le produit total progresserait de plus de 15 000 €/UMO grâce notamment à une hausse du prix de toutes les catégories animales vendues. Ces systèmes, qui finissent plus d'une femelle sur deux, ont bénéficié des très nettes hausses de prix des femelles, amorcées dès le début de l'année 2022 (+22% pour les vaches de réformes R, +16% pour les génisses). Les prix des broutards se sont envolés et n'ont pas connu depuis 2 ans de baisse saisonnière automnale : les broutards salers de 350 kg voient leur prix progresser de +28% tout au long de l'année. La hausse a été plus progressive pour les Aubracs, Charolais et Limousins mais dépasse les +24% entre l'automne 2021 et 2022.

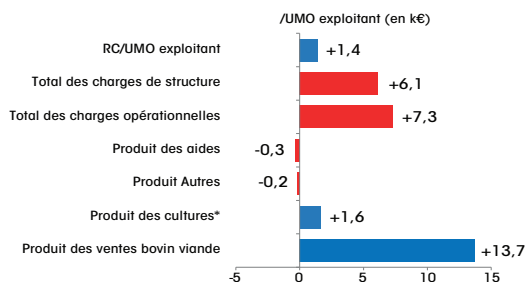
Des charges en hausse tout juste compensées

L'envolée des prix des matières premières au niveau mondial a eu un fort impact : à volume constant, le montant des concentrés achetés progresserait de +20 %. Les charges d'approvisionnement (semences, engrais, traitements) des surfaces sont raisonnées (choix des parcelles recevant l'engrais, peu de second apport), mais progresseraient de +15%. Viennent s'ajouter des surcoûts (+27 €/UGB) liés à la sécheresse 2022. Les charges de structure seraient en hausse de +7%, avec comme cause principale l'inflation des carburants (+51%).

Un léger rebond du résultat courant à 18 200 €/UMO

Au final, le résultat courant par UMO estimé pour l'année 2022 progresserait timidement de +1 400 €/UMO : un léger rebond qui risque de s'essouffier rapidement avec la tension persistante sur les prix des intrants.

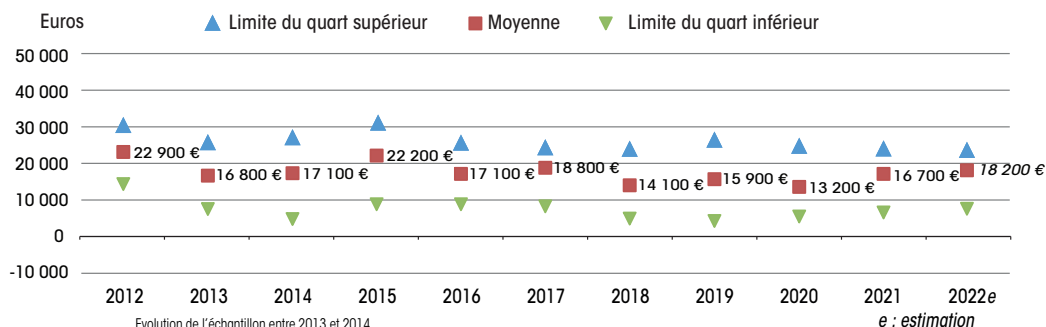
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS

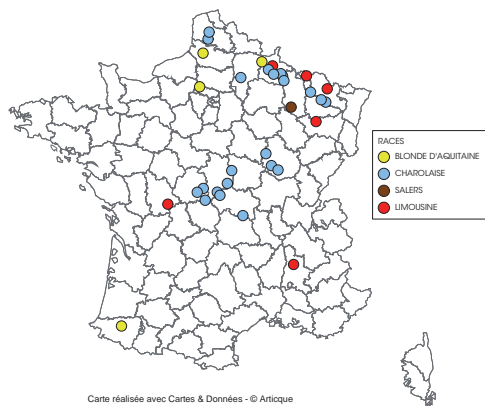
Des hausses de charges largement compensées par des cours inégalés sur toutes les productions



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 240 ha de SAU dont 127 ha de SFP
- 89 vaches allaitantes et 143 UGB
- Productivité moyenne : 322 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 33 EXPLOITATIONS



Dans ces exploitations, réparties dans les bassins de polyculture-élevage du quart Nord-Est, de Centre-Bourgogne et du Sud-Ouest, l'atelier de cultures de vente pèse fortement sur les évolutions des résultats. Avec la hausse exceptionnelle des cours des cultures et des animaux en 2022 et malgré une forte progression des charges, le résultat courant moyen estimé de ces exploitations progresserait pour atteindre plus de 55 000 €/UMO.

Des systèmes qui marquent une pause dans le développement de l'atelier bovin

À échantillon constant sur 2014-2021, la SAU moyenne augmente régulièrement. Le nombre d'UGB et celui de vaches ne suivent plus cette croissance. Ce dernier fluctue légèrement ces dernières années (+/-3 vaches allaitantes), au gré des années climatiques et fourragères, même si la paille et les céréales de l'exploitation contribuent aussi à l'équilibre alimentaire des troupeaux fortement touchés par les sécheresses successives. La productivité en viande de ces ateliers n'est pas affectée. Elle est même en légère hausse de +3%, soutenue chez les naisseurs de brouards lourds par une consommation de concentrés importante (> 800 kg/UGB en moyenne).

L'ensemble des produits est en hausse

Les systèmes de polyculture-élevage ont tiré pleinement profit de la hausse des prix de la viande et des cultures. Avec 1 750 €/ha SAU en 2022, le produit total moyen par hectare serait en augmentation de +15%/2021.

Les cours de la viande et du maigre ont augmenté tout au long de l'année d'où des produits viande en forte hausse en 2022 par rapport à 2021 (+18%). Si les cours du maigre étaient restés en retrait en 2021, toutes les catégories d'animaux ont été concernées par une forte hausse en 2022. Il n'y a pas eu non plus de saisonnalité marquée sur les cours.

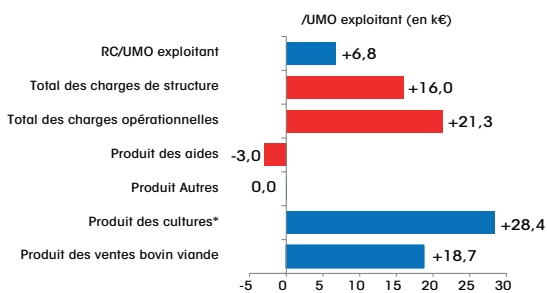
Le produit des cultures serait de nouveau en forte progression, en moyenne de +20%/2021. Cette évolution serait cependant très variable (de -8% à +58%) selon les types de cultures et l'impact des conditions météorologiques sur les rendements.

La hausse des charges est forte en 2022

Ces systèmes sont relativement peu chargés (<1,4 UGB/ha de SFP voire <1,2 pour près des deux tiers) et autonomes. La bonne année fourragère de 2021 a permis de couvrir une partie des besoins en alimentation de l'été 2022. Cela a limité les surcoûts dus à la sécheresse, estimés à 30 € en moyenne par UGB. Les cultures bénéficient des apports de fumier du troupeau. La fertilisation minérale a été diminuée sur une partie des surfaces en herbe avec la sécheresse et les prix des engrais. Cependant, dans le contexte globalement inflationniste de 2022, les charges opérationnelles seraient estimées en hausse de près de +20%, avec un fort impact du poste engrais (+50%/2021). Les charges de structure (carburant, entretien matériel mais aussi cotisations sociales), seraient également en hausse de +16 000 €.

Avec 55 600 €/UMO estimés, en hausse de +14%, le résultat courant moyen de ces exploitations consoliderait ainsi sa progression de 2021. La variabilité de revenu entre exploitations est toujours très importante.

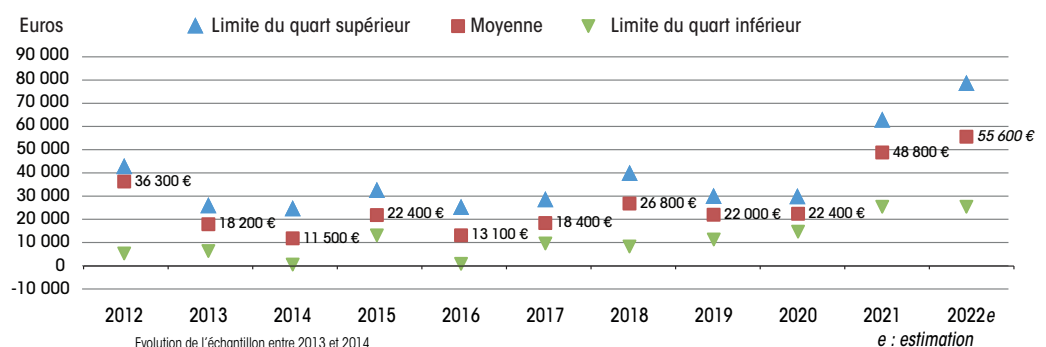
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

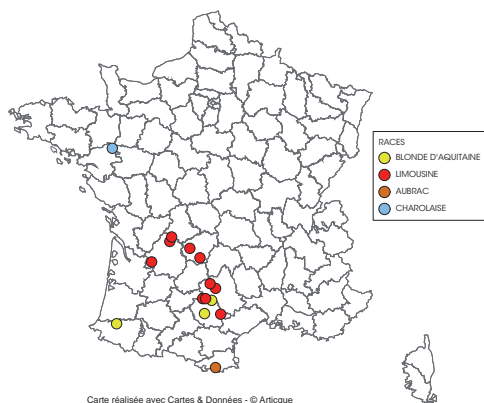
La hausse des charges et des prix en berne fragilisent la production de veaux et grèvent les revenus des éleveurs



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 108 ha de SAU dont 84 ha de SFP
- 77 vaches allaitantes et 94 UGB
- Productivité moyenne :
 - 256 kg vifs/UGB (veaux légers sous la mère)
 - 354 kg vifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségala)

LOCALISATION DES 16 EXPLOITATIONS



Ce système de production regroupe des producteurs de veaux légers traditionnels ou « veaux fermiers élevés sous la mère » (viande blanche) et de veaux plus lourds et plus âgés (viande rosée) sous IGP Veaux d'Aveyron et du Ségala ou vendus en circuits courts. Après un redressement en 2021, le revenu plongerait en 2022, sous l'effet de la hausse prononcée des charges de production au regard d'une revalorisation tardive et limitée du prix des veaux.

Les prix des veaux labels peinent à décoller...

Le produit bovin viande évoluerait de +4 300 €/UMO en 2022 (+7%), porté essentiellement par la hausse du cours des femelles finies et la revalorisation des aides couplées aux veaux.

Les prix des veaux légers sous la mère sont restés en retrait jusque mi 2022, avec une baisse saisonnière plus prononcée au printemps 2022 qu'en 2021. La hausse s'est enfin opérée à la fin de l'été, mais les écarts de prix liés à la qualité sont restés importants, avec des veaux rosés clairs fortement dépréciés commercialement par rapport aux veaux plus qualitatifs. La flambée de la poudre de lait et l'embellie du marché du maigre ont incité certains producteurs à augmenter la part de brouards commercialisés au détriment des veaux, avec un niveau de valorisation quasiment équivalent.

Côté veaux d'Aveyron et du Ségala, la demande en veaux labellisés se maintient, mais la répercussion très progressive de la hausse des coûts de production dans la grille de prix a limité la revalorisation des veaux en 2022.

L'envolée des prix des intrants plombe les charges

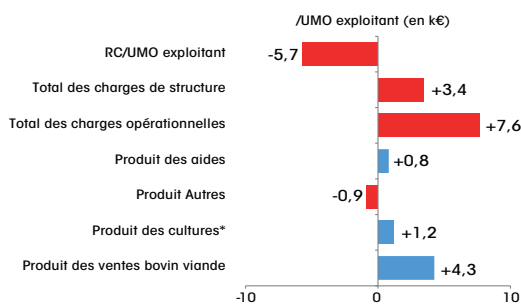
Dans ces systèmes relativement intensifs, le coût alimentaire est plombé sous les effets cumulés de la flambée des aliments achetés et de la sécheresse, entraînant dans la plupart des situations des achats d'aliments ou de fourrages supplémentaires indispensables malgré les reports de stocks 2021. Si les aides sécheresse compenseront une partie de ces surcoûts, l'envolée des prix des matières premières, à volumes constants, augmenterait les achats de concentrés de près de +25%. Avec la hausse cumulée de l'énergie, les postes engrais, carburants et matériel seraient significativement impactés. Au total, les charges opérationnelles seraient en hausse de +20% et les dépenses de structure de +5%.

Le résultat courant qui ne dépasserait pas 12 400 €/UMO

Avec une faible part de cultures de vente dans le système, la progression du produit total (+5 400 €/UMO) ne couvrirait qu'à peine plus de la moitié de la hausse des charges. Le revenu accuserait donc une forte baisse (-31%) et se retrouverait en 2022 parmi les plus bas de tous les systèmes bovins viande avec 12 400 €/UMO.

Depuis quelques années, les systèmes veaux sous la mère sont fragilisés par la hausse du coût alimentaire et la baisse de production, accentuée en 2022, est un signal inquiétant pour la filière. D'autant que la réforme de la PAC mis en place début 2023 risque fort de diminuer les aides pour ces systèmes.

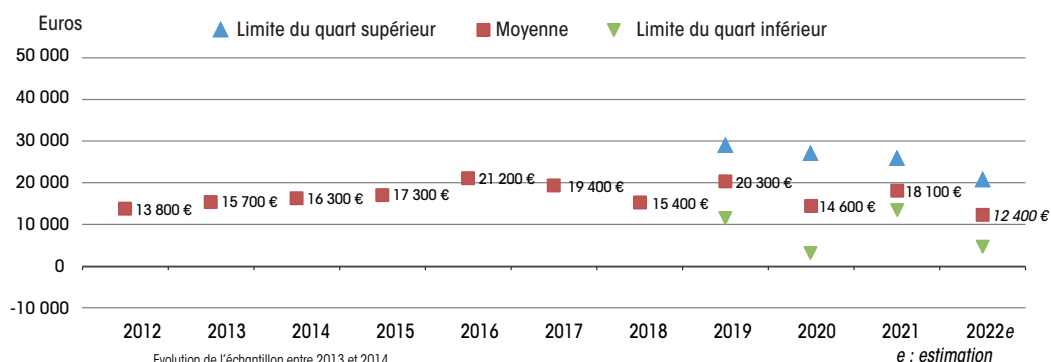
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

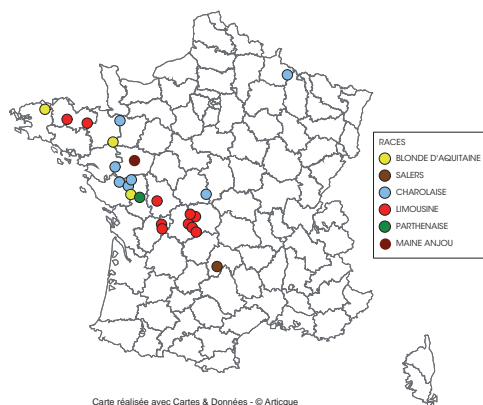
La hausse des produits améliore le revenu, malgré la hausse des charges



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 153 ha de SAU dont 127 ha de SFP
- 129 vaches allaitantes et 230 UGB
- Productivité moyenne : 386 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 24 EXPLOITATIONS



Le résultat courant estimé des naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins intensifs progresserait de +24% en 2022 par rapport à 2021. Les cours des bovins finis en hausse permettent une importante hausse du produit viande (+18%), nettement supérieure à celle des charges opérationnelles et de structure.

Des produits cultures et viande en hausse

En 2022, le produit bovin viande progresserait de +30 800 €/UMO selon les estimations, soit une hausse de +18% par rapport à 2021. En effet, les cours des jeunes bovins (hors Blancs et Parthenais) ont augmenté de près de +28% en 2022 par rapport à 2021. Il en est de même pour le prix des vaches de réforme (+22%) et le prix des génisses (+16%).

Pour ces systèmes dont 47% des hectares de cultures sont destinés à la vente, la hausse des prix des cultures contribue aussi à soutenir le revenu des éleveurs.

Seules les aides impactent à la baisse les produits, -1 100 €/UMO. Cette diminution s'explique par la baisse des aides découplées et des aides conjoncturelles.

Des impacts sécheresse non compensés par les aides conjoncturelles

En 2022, la sécheresse a impacté ces exploitations. La nécessaire distribution estivale d'aliments au pré a accentué la hausse des charges opérationnelles. Heureusement, 2021 avait été favorable à la reconstitution des stocks fourragers et l'impact de la sécheresse devrait être plus limité qu'escompté car les éleveurs ont puisé un maximum dans leurs stocks pour limiter les achats.

Cependant, ces exploitations sont majoritairement situées dans l'Ouest, dans des zones non reconnues en calamités agricoles. Elles ne devraient pas bénéficier des aides conjoncturelles annoncées en 2022. Dans ce cas, les achats destinés à corriger le déficit de production fourrager, estimés en moyenne à 28 €/UGB, ne seraient donc pas compensés.

Des charges opérationnelles et structurelles en augmentation

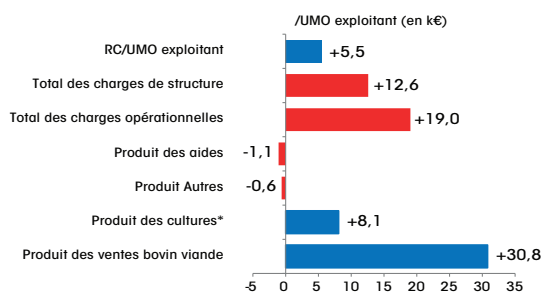
Les surcoûts d'achat d'aliments pour palier la sécheresse, cumulés à une hausse du prix des concentrés (+24%) et des engrais impacteraient les charges opérationnelles de +19 000 €/UMO. Les charges de structure sont aussi en hausse dues principalement à la flambée du cours des carburants (+51%).

Un revenu en légère progression

Cette conjoncture favorable permet de compenser la hausse des charges et d'améliorer le revenu de ces exploitations qui progresserait de +5 500 €/UMO d'une année sur l'autre et atteindrait 28 200 €/UMO en 2022.

Pour 2023, il faudra rester vigilant quant aux charges opérationnelles et de structure qui risquent de rester élevées.

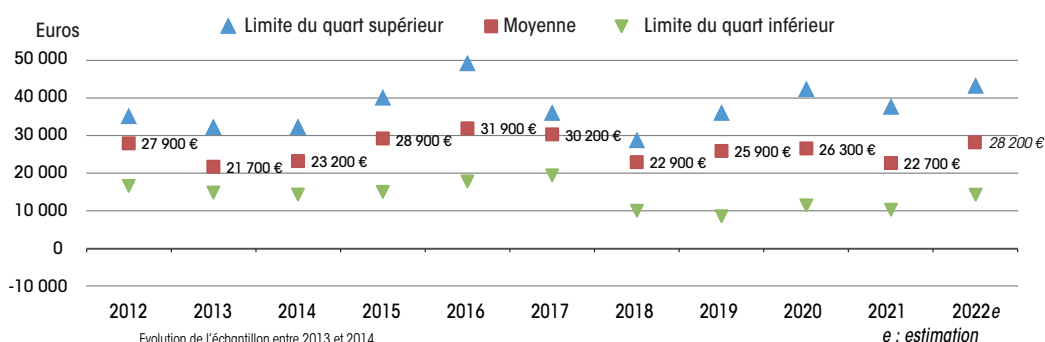
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



* Produit des cultures = vente de cultures + autoconsommation par les animaux.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES, ET NAISEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS

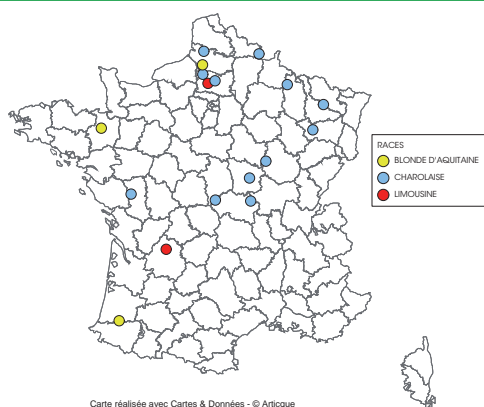
Des systèmes qui bénéficient pleinement de l'envolée des prix des cultures et de la viande



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 193 ha de SAU dont 100 ha de SFP
- 87 vaches allaitantes et 175 UGB
- Productivité moyenne : 447 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



Essentiellement localisées dans les bassins de polyculture du quart Nord-Est et de Centre-Bourgogne, ces exploitations de polyculture-élevage finissent tous leurs animaux et les deux ateliers y contribuent quasiment à parts égales aux résultats économiques. La forte progression des prix de la viande et des cultures de vente, plus rapide et plus marquée que celle des charges, permettrait au résultat courant moyen de ces exploitations d'atteindre des niveaux élevés avec une estimation de plus de 72 000 €/UMO.

Des systèmes de polyculture encore fortement orientés vers la production de viande

Suite à plusieurs années de cours moroses des jeunes bovins, avant le redressement entamé en 2021, certaines exploitations avaient arrêté leur activité d'engraissement. Les exploitations de ce groupe, celles qui ont donc persévéré dans l'engraissement de leurs mâles, ont une SAU et une surface en prairie permanente plus réduite que les systèmes naisseurs de ces zones. Les cultures fourragères et les prairies temporaires occupent plus de 30% de la SFP. Les conduites sont intensives avec recours aux concentrés et/ou aux coproduits (1t/UGB en moyenne).

La productivité est élevée : plus de 400 kgw/UGB en moyenne dans les ateliers sans achats extérieurs de brouards et près de 600 kgw/UGB dans quelques ateliers avec achats.

Des niveaux de produits encore jamais vus

Les systèmes de polyculture-élevage tirent pleinement profit de la hausse des cours de la viande et des cultures. Avec 2 800 €/ha SAU en 2022, le produit total moyen par hectare estimé serait en augmentation de plus de +20% par rapport à 2021.

La très bonne conjoncture de la viande finie et les stocks fourragers conséquents de 2021 semblent avoir incité les éleveurs à maintenir les poids de vente de leurs animaux, malgré les prix des céréales et la sécheresse qui a sévi. La bonne productivité de ces ateliers couplée aux cours 2022 permettrait une très forte hausse du produit viande, estimée à +26%. L'atelier cultures n'est pas en reste avec un produit estimé à près de 2 000 €/ha, soit +28% par rapport à 2021, qui avait déjà progressé en 2021.

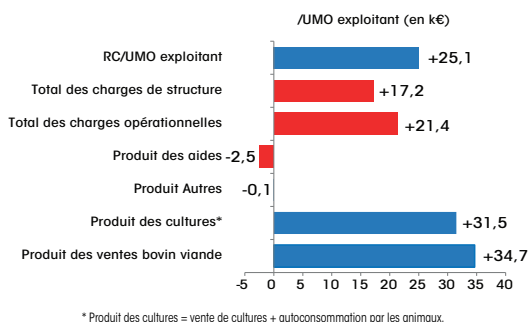
Des charges en forte hausse mais absorbées par les produits

Malgré les complémentarités possibles entre ateliers au niveau des concentrés et des fumiers, ces systèmes intensifs seraient impactés par la hausse des charges opérationnelles, estimée à +17%/2020.

Le premier poste de charges est l'achat de « concentrés ». Il serait en hausse de près de +20% en 2022. Mais le poste engrais pèse également lourd en 2022 avec une augmentation des prix de plus de +50%. Les charges de structure progresseraient de +11 %.

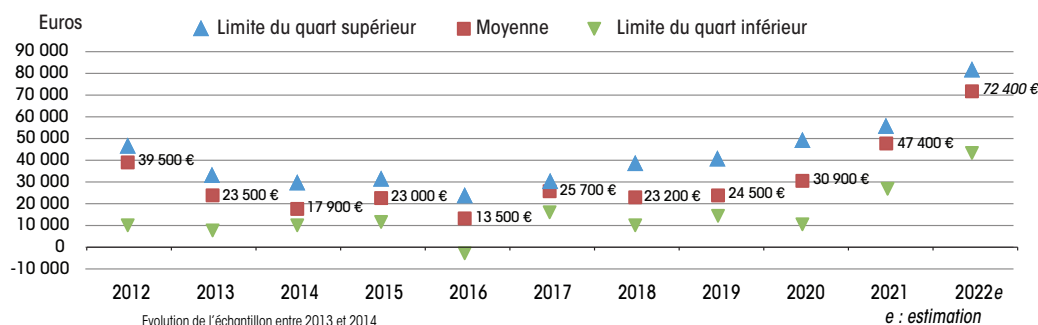
Avec 72 400 €/UMO estimés, soit une hausse annuelle de plus de 50%, le résultat courant moyen des polyculteurs naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins aurait plus que doublé en deux ans. Il atteindrait en 2022 un niveau historiquement élevé, jamais égalé sur la dernière décennie.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

Chute des abattages sur fond de coûts de production élevés

En France, la filière veau regroupe le veau de boucherie conventionnel, principalement produit en intégration, et les Veaux allaitants élevés Sous La Mère au lait maternel (VSLM) lorsqu'ils sont abattus avant l'âge de 8 mois.

En 2022, la production française de veau s'est fortement contractée (-6,7% en têtes ; -7,7% en téc) du fait de mises en place réduites par les intégrateurs et des arrêts de l'activité par certains. Dans ce contexte de faible disponibilité en veaux, la cotation annuelle moyenne du veau rosé clair O conventionnel a augmenté de +97 cts à 6,73 €/kg éc.

La réduction persistante de la demande en veaux des intégrateurs et le déclin de l'engraissement de JB laitiers ont entraîné une nouvelle hausse des envois de jeunes veaux laitiers, à 370 000 têtes, à 90% vers l'Espagne.

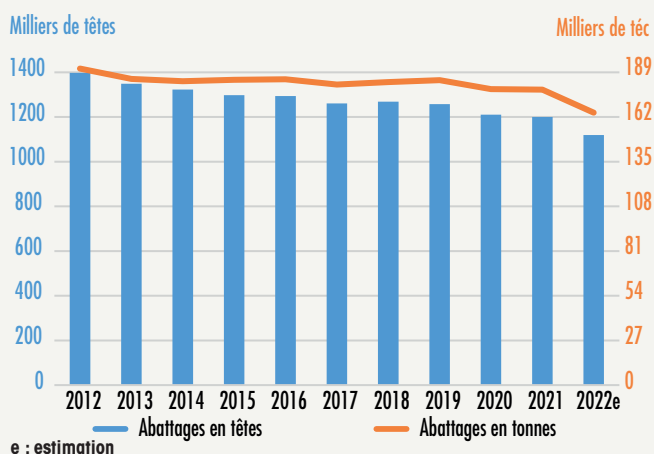
Aux Pays-Bas, la production a, à l'inverse, nettement augmenté (+4% en têtes).



LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

PRODUCTION FRANCE 2022

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX EN FRANCE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

164 000 téc

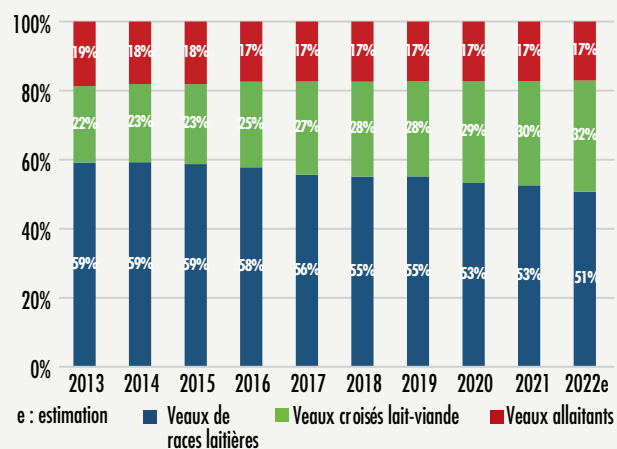
C'est la production de viande de veau en France en 2022, soit -7,7% /2021.

En 2022 les abattages ont nettement reculé comparé à 2021. Les coûts de production en hausse ininterrompue dès la fin 2020 et la réorganisation de certaines entreprises du veau ont conduit à une réduction de la production.

Après 3 années difficiles (surproduction en 2019, covid-19 en 2020 et hausse des prix des aliments lactés en 2021), les coûts alimentaires ont continué de flamber en 2022 : aliments lactés au 1^{er} semestre et aliments solides tout au long de l'année. Certains intégrateurs français ont donc réduit leur activité veau quand d'autres ont cessé celle-ci. Les mises en place ont été limitées, d'autant que les naissances de veaux mâles laitiers et croisés lait-lait ont reculé de -4,2% sur la campagne 2021-2022, soit -52 000 têtes. Ainsi seuls 1 120 000 veaux gras ont été abattus en France l'an passé, une baisse inédite de -6,7% soit -80 000 têtes. Ceci a permis au marché de retrouver une bonne fluidité après deux années difficiles, d'où le recul du poids moyen des carcasses de -1,6 kg /2021, qui a entraîné une baisse plus importante encore des tonnages produits (-7,7%).

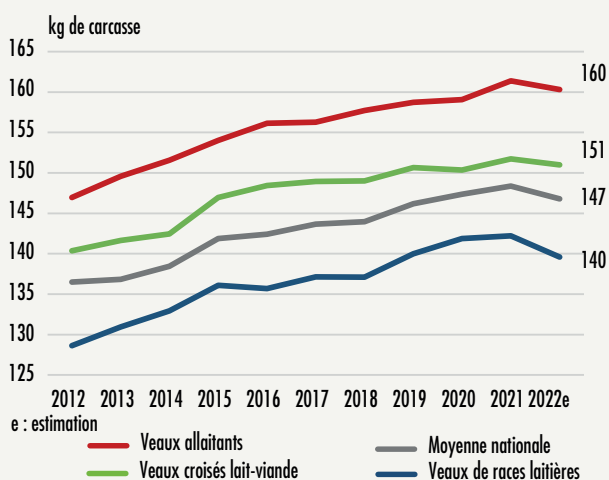
PRODUCTION FRANCE 2022

RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



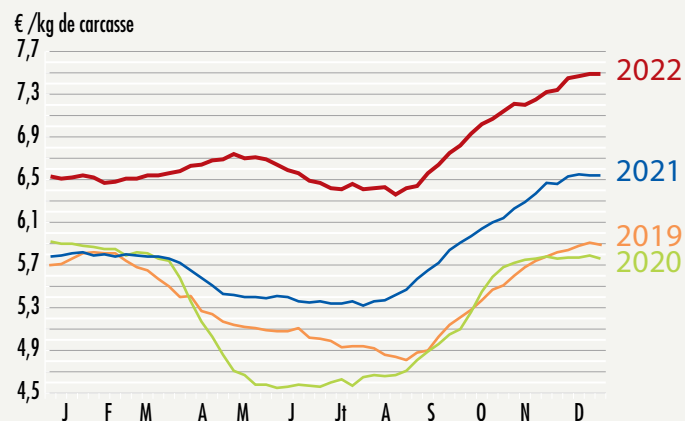
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE, Normabev et estimations propres

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE DES VEAUX FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

COTATION FRANÇAISE DU VEAU ROSÉ CLAIR O ÉLEVÉ EN ATELIER



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les abattages de veaux gras laitiers diminuent depuis plusieurs années, tandis que ceux de veaux croisés lait-viande augmentent du fait de l'évolution des naissances. La part des Croisés (32%) a encore progressé de 2 points en 2022.

Les abattages de veaux gras de races laitières ont chuté de -10% en 2022 (contre -6,7% pour l'ensemble des veaux) à 568 000 têtes. Ils représentaient en 2022 à peine plus de la moitié des veaux abattus en France, alors que leur part était encore de 59% en 2013. L'engraissement de veaux croisés lait-viande (360 000 têtes abattues soit -1% /2021) a été presque maintenu en 2022. Cette évolution des veaux gras est en partie subie par les intégrateurs, qui font face à une hausse régulière de l'offre en veaux croisés chez les éleveurs laitiers (800 000 naissances en 2022, +63% /2013). Ces veaux de conformation R voire U, sont commercialisés en boucherie artisanale et dans les rayons traditionnels des supermarchés.

La part des abattages de veaux gras issus de vaches allaitantes (veaux de boucherie et veaux sous la mère de moins de 8 mois) demeure quasi-stable, à 17% des animaux abattus, mais a baissé en effectif du fait de la ré-orientation partielle de veaux sous la mère en brouillards.

Le poids moyen des carcasses de veaux a reculé en 2022, de -1,6 kg /2021, grâce à une bonne adéquation de l'offre en veaux gras finis à la demande par les intégrateurs.

Au 1^{er} trimestre 2022, les poids carcasses étaient encore supérieurs à ceux des années passées. Mais à partir d'avril, avec l'augmentation de la part solide dans l'alimentation des veaux depuis 2021, la croissance des veaux a été moins rapide à durée d'engraissement identique. Cette conduite a permis aux intégrateurs d'ajuster leur offre avec moins de tonnages produits, ce qui a entraîné une meilleure fluidité du marché comparé au 1^{er} semestre 2021, alors encore perturbé par l'activité ralentie dans la restauration hors domicile (RHD).

Le poids moyen des veaux a été de 147 kg carcasse en 2022, soit -1,6 kg /2021, mettant fin à de nombreuses années de hausse des poids. Tous les types de veaux ont été abattus moins lourds : veaux laitiers (-2 kg /2021 à 140 kg) et veaux allaitants et croisés (-1 kg chacun /2021) à respectivement 160 kg et 151 kg.

En 2022, l'âge moyen des animaux à l'abattage est resté stable (187,4 jours) par rapport à 2021. Il était de 192 jours pour les veaux laitiers (-1 jour /2021), 183 jours pour les veaux croisés (+2 jours /2020) et 184 jours pour les veaux allaitants (+4 jours).

La cotation avait progressé régulièrement jusqu'à début mai, avant d'entamer une baisse saisonnière modeste. A partir de mi-août les prix sont montés rapidement jusqu'en fin d'année, soutenus en 2022 par la faiblesse de l'offre.

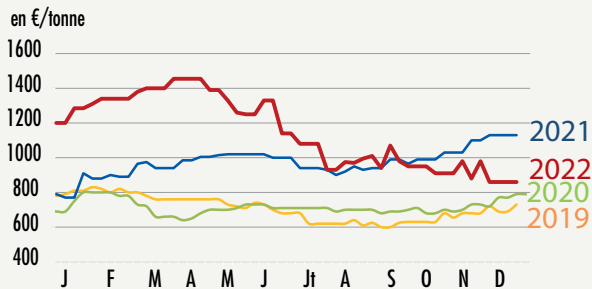
À 6,73 €/kg de carcasse en 2022, la cotation annuelle moyenne du veau rosé clair O élevé en atelier était en nette hausse de +17% /2021 (+97 cts) et +28% /2020 (+1,46 €) atteignant des valeurs historiques. Des mises en place prudentes, dans un contexte de poursuite des hausses de coûts de production depuis fin 2020, et la réorganisation de certaines entreprises de la filière ont entraîné une offre réduite en veaux gras, ce qui a soutenu la cotation toute l'année. Mi-août, à l'approche de la rentrée scolaire, la demande a réaugmenté et les cours ont grimpé vivement.

Les prix des animaux de conformation supérieure, commercialisés en boucherie et GMS, ont suivi une évolution plus modeste : des hausses de prix ont été plus difficiles à passer sur ces produits haut-de-gamme dans un contexte d'inflation. Le cours du veau d'atelier rosé clair R s'est établi à 7,11 €/kg éc en moyenne annuelle, en hausse de +12% /2021 (+75 cts). Quant au veau élevé au pis rosé clair U, il a coté en moyenne 8,69 €/kgéc seulement (+2% /2021 entraînant la réorientation de certains veaux en brouillards).

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

COÛTS DE PRODUCTION 2022

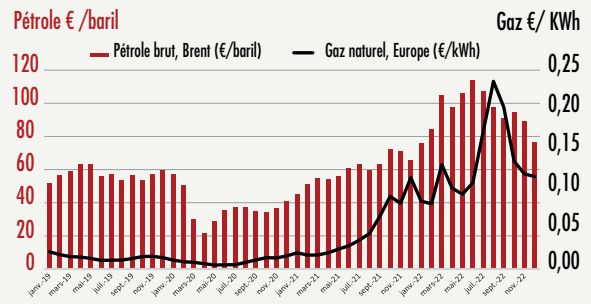
COTATION DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM DOUX



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA

Le prix du lactosérum a bondi au 1^{er} semestre 2022, à 1 335 €/tonne (+41% /1^{er} sem. 2021) mais s'est replié au 2nd semestre, revenant à 963 €/t (-4% /2021) du fait du recul de la demande chinoise.

PRIX DU PÉTROLE ET DU GAZ EN EUROPE

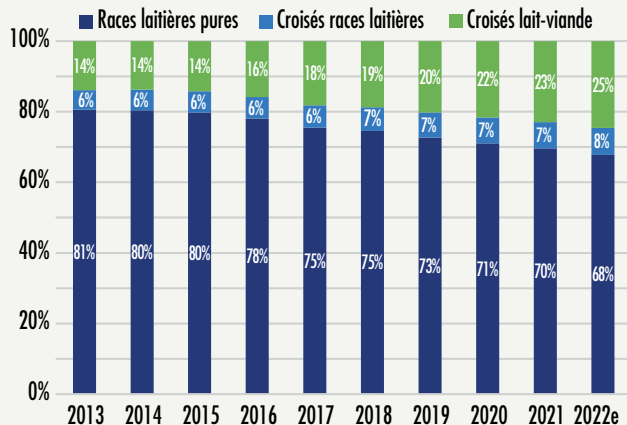


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Banque Mondiale

Le chauffage de l'eau au propane pour l'aliment lacté est à la charge de l'éleveur. Le cours du baril de *Brent* de Mer du Nord, dont le propane est un coproduit, a flambé en 2022 à 95 €/baril en 2022 en moyenne annuelle (+59% /2021).

VEAUX DE 3 SEMAINES 2022

TYPES RACIAUX DES VEAUX NÉS DE VACHES LAITIÈRES



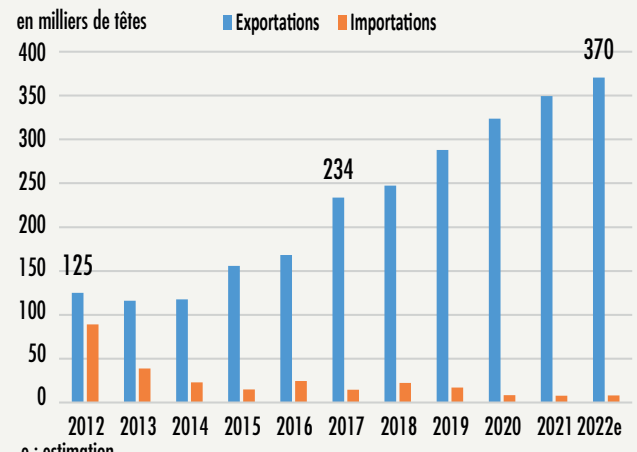
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI et estimations propres

En 2022, les naissances de veaux de mère laitière ont nettement reculé, de -2,8% /2021 (-93 000 têtes) contre -1,3% un an auparavant, ne dépassant pas 3,25 millions de veaux. Alors que mai avait vu rebondir les naissances de veaux de mère laitière (+10% /2021) par l'avancement des vélages pour profiter de la pousse herbagère avant la chaleur, juin-juillet étaient particulièrement en recul (-8% et -10%) avec une chute des entrées de génisses dans le cheptel.

Ce repli des mises bas concerne principalement les veaux mâles laitiers purs (-6% /2021 soit -62 000 têtes) alors que les naissances de veaux croisés lait-viande, mâles et femelles, a encore progressé (+4% /2021 ou +33 000 têtes) représentant désormais 25% des naissances issues de mère laitière, contre seulement 14% en 2013.

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 80 KG



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE BDNI et estimations propres

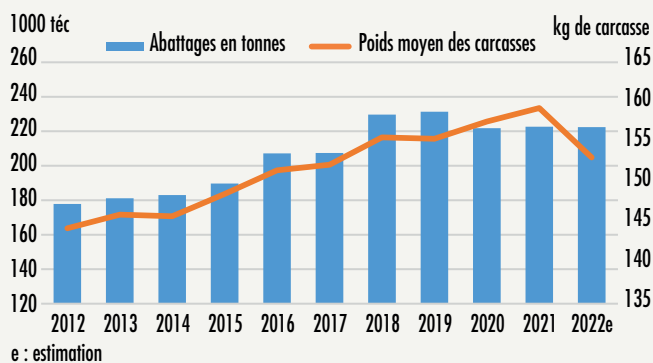
La baisse des naissances n'a que partiellement soutenu le cours des veaux laitiers, l'engraissement de veaux reculant par ailleurs. La cotation annuelle moyenne du veau mâle laitier de 45-50 kg était de 75 €/tête en 2022 (+21% /2021, un niveau qui reste faible), celle du 50-55 kg surtout exportée vers l'Espagne, était de 99 €/tête.

Face à la contraction des débouchés intérieurs, les exports de jeunes veaux de mère laitière (à 90% vers l'Espagne) ont encore augmenté en 2022, estimés à 370 000 têtes (+58% /2017). Les engraisseurs espagnols de JB concentrent de plus en plus leurs achats de veaux sur la France, où l'offre est abondante. Face à la forte demande en JB du marché européen en manque de viande, la cotation espagnole du veau frison âgé de moins d'1 mois a augmenté plus vite qu'en France, à 123 €/tête en moyenne (+26% /2021).

MARCHÉ AUX PAYS-BAS 2022

La production de veaux gras aux Pays-Bas est restée stable en 2022 à 222 000 téc. Le nombre de veaux abattus a cependant progressé de +4% à 1 454 000 têtes, du fait de la forte demande européenne en viande.

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

Les abattages de veaux néerlandais ont été portés par le dynamisme de la RHD européenne en 2022, après deux années perturbées par le Covid-19, et par le manque de viande en Europe, entraînant la substitution de viande rouge par du veau néerlandais. Ainsi en 2022, les exports de viandes bovines réfrigérées et congelées des Pays-Bas auraient grimpé à 570 000 téc d'après nos estimations (+4% /2021 ou + 20 000 téc).

La production néerlandaise est stable depuis 2020 à 222 000 téc. En 2022, les intégrateurs ont limité l'offre en veaux gras pour soutenir les prix, ce qui a entraîné des sorties précoces des ateliers d'engraissement pour faire face à la demande européenne dynamique. Le poids moyen des carcasses a donc diminué de -6 kg en 2022, à 153 kg éc, soit seulement 7 kg de plus qu'en France. Les intégrateurs auraient fortement augmenté les importations de très jeunes veaux, de +21% /2021 selon nos estimations (780 000 têtes) après la baisse de -14% en 2021.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2021

La production en EU-27 de veaux de boucherie serait reste stable en 2022, à 4 144 000 têtes abattues, dont 1 454 000 aux Pays-Bas. La Belgique devancerait à présent l'Allemagne dont la production a reculé de -2% en 2022.

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	2022e	Evol 2022e/21
Pays-Bas	1 362	1 474	1 487	1 407	1 398	1 454	+4%
France	1 261	1 269	1 258	1 211	1 200	1 120	-7%
Italie	599	605	620	604	612	593	-3%
Belgique	371	349	337	287	291	304	+4%
Allemagne	329	320	324	312	309	301	-2%
Autres pays	351,39	359,18	387,91	342	336	372	11%
UE à 27	4 273	4 376	4 414	4 162	4 144	4 144	=

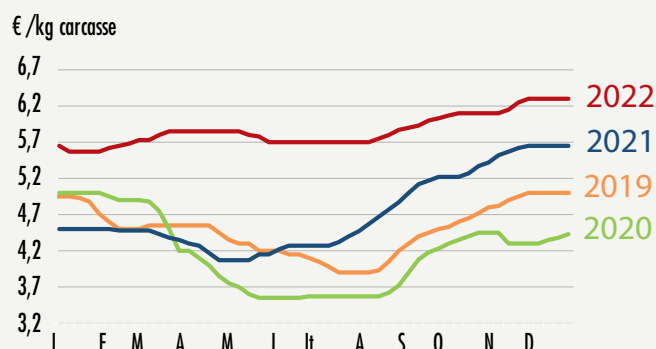
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, SPIE Normabev et Anagrafe nazionale zootecnica et estimations propres

1 454 000 têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2022.

COTATION DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RVO

De manière inhabituelle, la cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais a progressé tout au long de l'année 2022. La forte reprise de la demande en août, grâce à la restauration touristique partout en Europe, puis collective pour la rentrée, ont accéléré la progression de la cotation, dans un contexte de coûts de production haussiers. À 5,86 €/kg éc, la cotation annuelle du veau gras néerlandais a bondi de +1,15 € d'une année sur l'autre (+24% /2021 et +40% /2020).

Malgré cette très bonne conjoncture, la production de veau de boucherie pourrait reculer, de -10 à -15% selon Rabobank d'ici à 2035. En effet, fin 2021, le Gouvernement néerlandais annonçait des objectifs de réduction de -30% de l'élevage d'ici à 2035, toutes espèces confondues, afin de réduire la pollution des eaux et de l'atmosphère par les particules fines.

D'après nos estimations, 4,14 millions de veaux de boucherie auraient été abattus en 2022 dans l'UE-27, un chiffre stable par rapport à 2021. La production belge aurait repris des couleurs à 304 000 têtes (+4% /2021 ou +13 000 têtes) après deux années perturbées par le covid-19. Elle devancerait ainsi l'Allemagne dont la production en têtes s'est contractée de -2% (-8 000 têtes) à 301 000 têtes. Les effectifs abattus aux Pays-Bas ont progressé en têtes (+4%). Le net recul du poids carcasse (-6 kg) a traduit un marché très dynamique. Les effectifs ont reculé en France de -7% et en Italie de -3% (-19 000 têtes).

En 2022, les cinq principaux pays producteurs ont concentré 90% des veaux abattus dans l'UE-27. Les Pays-Bas restent les premiers producteurs européens avec 35% des veaux abattus (+2 points), devant la France (27%, -2 pts) et l'Italie (14%, stable).

D'après Eurostat et nos estimations, la Suisse aurait stabilisé sa production en 2022 à 188 000 têtes (-1% /2021) et 24 000 téc (= /2021). Le poids moyen des carcasses aurait légèrement diminué de -1 kg, à 127 kg, restant nettement en-dessous des poids français (-20 kg) et néerlandais (-26 kg).

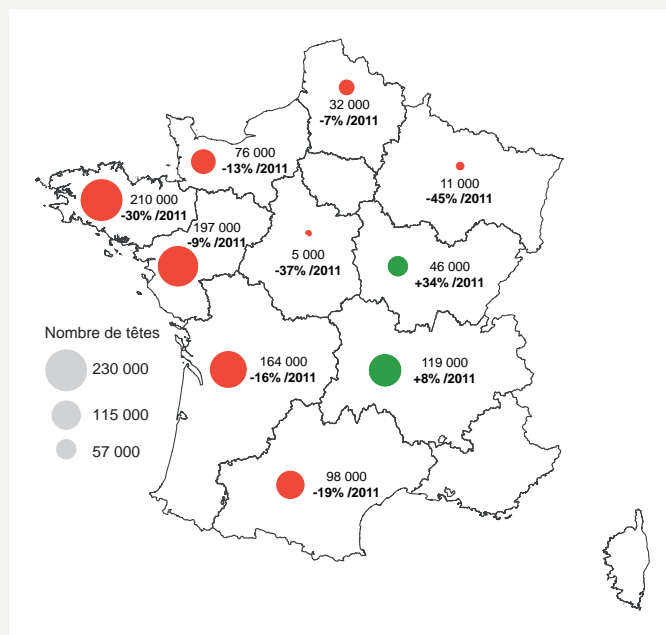
LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE EN FRANCE : REVENUS DES EXPLOITATIONS



LOCALISATION DES ÉLEVEURS ET DE LA PRODUCTION

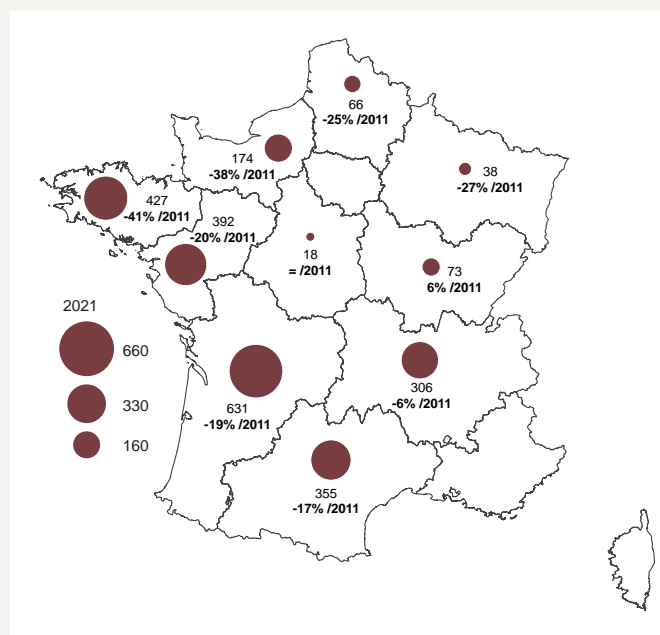
NOMBRE DE VEAUX SORTIS DES ÉLEVAGES* EN 2021

* Élevages produisant plus de 50 veaux par an



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie-NORMABEV
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

NOMBRE D'ÉLEVAGES AYANT PRODUIT PLUS DE 50 VEAUX EN 2021 ET ÉVOLUTION DÉCENNALE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie-BDNI
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

MÉTHODE ET PRÉSENTATION DU PROFIL D'EXPLOITATION

Le réseau national veau de boucherie, adossé au dispositif INOSYS, est issu de la refonte et de l'extension des dispositifs régionaux : réseau du GIE Elevages de Bretagne et Observatoire des Chambres d'agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire. **Nous présentons ici les résultats économiques de l'année 2021 et leur estimation pour 2022.**

Le veau de boucherie : particularités de la production en intégration

Dans les élevages de veaux en intégration - la majorité de la production française - les charges opérationnelles des élevages (achat d'animaux, aliments, frais vétérinaires...) sont supportées par l'intégrateur qui reste propriétaire des veaux engraisés. L'entreprise intégratrice verse à l'éleveur une prestation de service qui rémunère son travail et les charges de logement (entretien et investissements dans les bâtiments, eau, électricité, énergie...).

Méthode pour estimer le résultat 2022

Nous estimons le résultat courant (définition page 26) à l'échelle de l'exploitation. Des indices de variation de prix et de volumes

sont appliqués aux charges et produits des fermes de l'échantillon constaté en 2021, à structure constante. Pour les charges, les évolutions suivent les Indices des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles publiés par l'INSEE (IPAMPAs énergie, matériel...) et les données Agreste et Arvalis (produits des cultures). Pour d'autres aspects (prestation, aides...), nous nous appuyons sur l'expertise des conseillers du réseau INOSYS et des maillons élevage et intégration de la filière veau.

Présentation des exploitations

Les résultats sont issus de 14 exploitations spécialisées dans la production de veaux de boucherie dont 9 sont situées en Bretagne et 5 en Pays de la Loire. La SAU des exploitations atteignait 26 ha, comme en 2020, et variait de 0 à 50 ha. La main-d'œuvre est quasi exclusivement consacrée à l'atelier veau (93% en moyenne). Pour chauffer l'eau de l'aliment d'allaitement, 10 de ces ateliers utilisent le gaz, 2 le bois ou de la biomasse et 2 le fioul.

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE ENGRASSEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE SPÉCIALISÉS

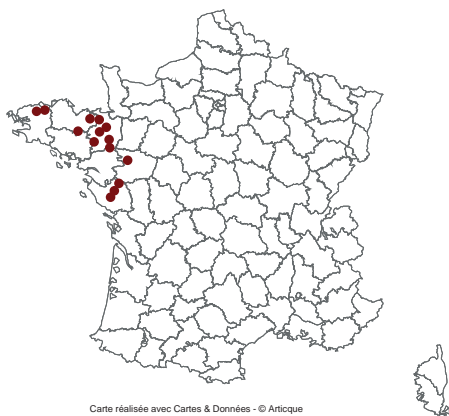
En 2022, la hausse de la prestation ne couvre pas la flambée des charges



DONNÉES REPÈRES

- 1,21 UMO totale dont 1,16 UMO exploitant
- 26 ha de SAU dont 18 ha de grandes cultures et 5 ha de surfaces fourragères (-5 ha SFP /2020)
- 450 places de veaux (+22 places /2020)
- Durée moyenne d'engraissement : 173 jours (-4 j /2020)

LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Ces exploitations se dédient à la production de veaux en cycle court (173 jours d'engraissement). En 2022, selon nos estimations, la hausse des produits des cultures et l'augmentation de la prestation par place n'ont pas permis de compenser la hausse des charges de structure, si bien que le résultat courant/UMO exploitant chuterait de -4 800 €.

En 2021, la prestation veau ne représentait plus que 74% du produit

En 2021, la prestation représentait 74% du produit contre 75% en 2020 et 76% en 2019. Les autres produits étaient composés des aides PAC (13%) et des ventes de cultures (12%). Les charges se composaient de 85% de charges de structure et de 15% de charges opérationnelles. Les charges de structure comprenaient en particulier les amortissements (34% dont 78% viennent du bâtiment), l'énergie et l'eau (16%), l'entretien des bâtiments et du matériel (7%), les cotisations sociales exploitants (7%), les frais de gestion (5%) et les salaires et travaux par tiers (4%). Les charges opérationnelles regroupent les charges variables végétales, le lavage, la tonte et l'identification.

En 2021, le résultat courant moyen grimpait à 32 600 €/UMO exploitant

L'évolution du résultat de +9 700 € s'expliquait par la hausse de la prestation (+7 400 €), en raison d'un agrandissement de +22 places des ateliers et de la hausse de +2% de la rémunération/place mais surtout des cultures (+6 300 € ou +48%) grâce à d'excellents rendements et prix. Les charges de structure n'avaient que peu progressé en 2021 (+1 800 € ou +2%) à l'exception du gaz (+14%, +500 €), de l'électricité (+8%, +400 €) et des cotisations exploitant (+500 €). Les charges opérationnelles avaient augmenté de +800 € (+6%), en particulier les charges végétales.

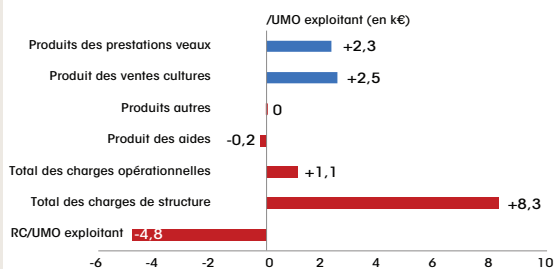
En 2022, le résultat courant estimé chuterait à 27 800 €/UMO exploitant

En 2022, le résultat courant estimé reculerait de 4 800 € par rapport à 2021 (-15%). Les produits grimperaient de +5 700 €, dont +2 800 € de cultures (hausse des prix) et +2 300 € de prestation veau, qui s'explique par une augmentation de +2% de la prestation par veau sorti et par une accélération de la rotation de mise en place de +0,5%.

Mais la hausse des produits ne suffit pas à couvrir celle des charges. Ces dernières augmenteraient de +9 400 € (+9,5%). Les cotisations à la MSA auraient progressé de +3 600 € (+51%). Le gaz a bondi de +1 200 € (+24%) et l'électricité de +400 € (+7%). Les charges opérationnelles, principalement végétales, augmenteraient également de +1 100 €, en particulier une hausse des dépenses de fertilisation de +45%. Les amortissements s'accroîtraient de +1 000 € (+3%) en raison de la hausse des prix des matériels et de la construction. Le prix des carburants grimpe de +800 € (+45%).

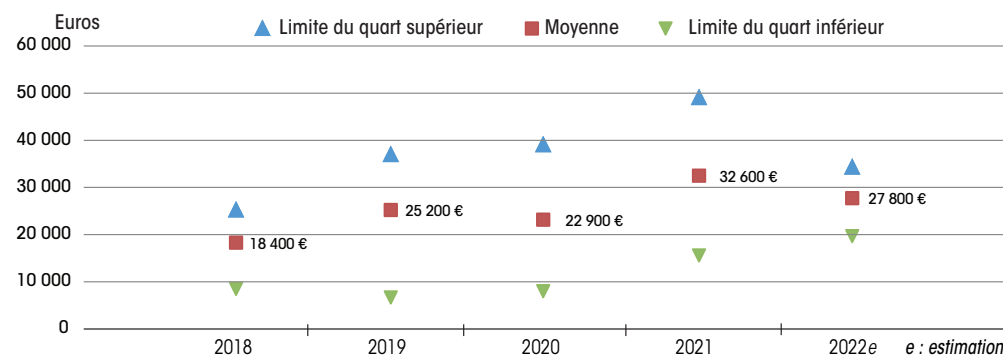
En 2022, la hausse de la prestation d'engraissement et surtout les produits des cultures ne couvrirait que la moitié environ de l'envolée des charges, ce qui obère le revenu courant, qui reculerait comparé à l'année précédente.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/ UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

7

LES PRÉVISIONS 2023

Baisse de production dans le silage du cheptel

La production de viande bovine devrait baisser en 2023 pour la 3^{ème} année consécutive. La réduction des cheptels laitier et allaitant depuis plus de 6 ans limite en effet les disponibilités de toutes les catégories de bovins. Les importations poursuivraient leur rebond, limitant l'érosion de la consommation à -0,5%. Les exportations de viande déclinent faute de disponibilités en viande de JB. Les exportations de brouards baisseraient dans le silage du cheptel allaitant.



FRANCE 2023

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2019	2020	2021	2022 e	2023 p	2022e/21	2023p/22e
Abattages	1429	1435	1425	1358	1337	-4,7%	-1,6%
<i>Dont :</i>							
Femelles	818	827	822	792	779	-3,7%	-1,7%
Taurillons et taureaux	375	377	372	352	349	-5,3%	-0,9%
Bœufs	56	58	58	54	53	-6,7%	-1,4%
Veaux de boucherie	181	173	173	160	156	-7,4%	-2,5%
Imports viande	333	279	314	383	392	+22,0%	+2,3%
Exports viande	231	226	250	249	245	-0,3%	-1,8%
Consommation	1531	1488	1488	1492	1484	+0,2%	-0,5%
<i>Dont :</i>							
Consommation de viande bovine française	1199	1209	1174	1109	1092	-5,6%	-1,5%
Export brouards	1167	1140	1146	1063	1031	-7,3%	-3,0%

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP et prévisions propres
 e : estimations
 p : prévisions

Hausse des importations pour une quasi-stabilité de la consommation

La production nette contrôlée de bovins finis totaliserait 1,337 million de tonnes équivalent carcasse en 2023 (-1,6% /2022). Les tonnages abattus baisseraient pour toutes les catégories : -13 000 téc pour les femelles, -3 000 téc pour les mâles non castrés, -1 000 téc pour les bœufs et -4 000 téc pour les veaux de boucherie.

La consommation calculée par bilan pourrait rester quasiment stable en 2023 (-0,5% /2022). En effet, le bœuf reste attractif pour les consommateurs face aux autres protéines animales dont les prix de vente ont davantage augmenté, surtout le bœuf haché toujours très demandé pour la consommation à domicile

comme en RHD. En témoigne la stabilité de la consommation de viande bovine en 2022, malgré l'inflation. **En revanche la consommation de viande française (VBF) se réduirait en 2023 (-1,5%) compte tenu de la baisse des abattages en France.**

Les importations devraient poursuivre leur rebond pour remonter à plus de 390 000 téc. La viande importée viendrait ainsi compenser le recul des abattages de vaches laitières. Le différentiel de prix entre les vaches françaises et les vaches européennes reste en outre conséquent début 2023, ce qui est favorable aux imports.

Les exportations de viande s'éroderaient, en ligne avec la baisse de production de jeunes bovins. Par ailleurs, la demande pourrait se réduire sur le marché allemand où le pouvoir d'achat est mis à mal par une très forte inflation, à laquelle les Allemands restent particulièrement sensibles. Sur les marchés d'Europe du Sud, la viande espagnole restera présente et continuera de concurrencer la viande française.

FRANCE 2023

Moins de femelles laitières

Les abattages de femelles baisseraient de **-1,7% /2022**.

Les réformes laitières reculeraient de **-4,3%**. Le prix du lait attractif, alors que le nombre de génisses de renouvellement reste limité, devrait conduire les éleveurs à retenir leurs vaches.

Si la décapitalisation se poursuit au même rythme, les **réformes allaitantes** seraient quasiment stables.

Les **génisses de boucherie** pourraient être un peu plus nombreuses (+0,3%), avec un poids moyen stable.

Les **poids moyens** des vaches laitières, comme des allaitantes, poursuivraient leur baisse. En effet, le coût élevé de la finition et le rapprochement des prix entre conformations n'incitent pas les éleveurs à alourdir les réformes. Le poids moyen des génisses resterait stable.

Moins de broutards à exporter

Après la forte baisse enregistrée en 2022, les **exportations de broutards baisseraient de -3% en 2023 (-30 000 têtes) du fait de la contraction des disponibilités**.

Au 1^{er} décembre 2022, les effectifs de mâles de mère allaitante âgés de 0 à 6 mois étaient en baisse de -1% /2021. La baisse du cheptel allaitant (-3,0%) conduirait à un recul des naissances du même ordre sur la principale période de vêlage de décembre à avril, conduisant à un repli du disponible en broutards.

La demande pour l'engraissement en France serait par ailleurs relativement dynamique, de nombreuses initiatives étant à l'œuvre pour contrecarrer la baisse de production. Le disponible exportable devrait donc être réduit.

Moins de taurillons et de bœufs

La production française de taurillons baisserait de **-0,9% /2022**.

La production de jeunes bovins de type viande pourrait être quasi stable. Le déclin de l'engraissement de jeunes bovins de type lait se poursuivrait, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

Le poids de carcasse moyen des JB progresserait légèrement, du fait d'une plus grande proportion de JB de type viande, plus lourds que les laitiers.

La production de bœufs baisserait de **-1,4%**, du simple fait de la baisse du poids moyen des carcasses. Les effectifs abattus pourraient en effet se stabiliser, comme le suggère les chiffres en BDNI pour les mâles de 24 à 36 mois au 1^{er} décembre 2022.

Moins de veaux de boucherie

Après un fort recul en 2022, la production de veaux de boucherie se réduirait encore en 2023 (**-2,5%**).

Comme en 2022, les coûts alimentaires et énergétiques très élevés conduiraient à une réduction des mises en place de veaux en intégration, ce qui permettrait par ailleurs de conserver un marché fluide. La production de veaux sous la mère poursuivrait elle aussi sa baisse, d'autant que la réforme de la PAC qui s'applique depuis le 1^{er} janvier lui est défavorable.

Les poids de carcasse devraient rester stables après le léger recul enregistré en 2022.

UNION EUROPÉENNE 2023

Production et consommation stables selon la Commission européenne

D'après les prévisions de la Commission européenne réalisées à l'automne, la production de l'UE-27 serait quasiment stable en 2023. Les importations de viande bovine augmenteraient de +4% par rapport à 2022. Elle se sont rétablies l'an dernier après deux années marquées par la fermeture des restaurants en Europe. Les volumes resteraient toutefois sous les niveaux de 2018 et 2019. Les exportations ne progresseraient que faiblement. La consommation serait quasiment stable (-0,1%).

Ces prévisions ne concernent que l'UE à 27, sans le Royaume-Uni désormais hors UE depuis le 1^{er} janvier 2021. Pour rappel, le Royaume-Uni comptait pour 11% de la production abattue dans l'UE à 28 et pour 16% de la consommation de viande bovine.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 27

1000 téc	2019	2020	2021	2022e	2023f	2022e/21	2023p/22e
Abattages	6 964	6 903	6 882	6 842	6 828	-0,6%	-0,2%
Imports viande	387	306	284	355	369	25,0%	+4,0%
Exports viande	577	593	567	561	567	-1,0%	+1,0%
Consommation	6 774	6 617	6 599	6 636	6 631	0,6%	-0,1%
nb habitants (M°)	446	446	447	451	452	0,8%	+0,2%
conso/hab. (kgéc)	15,2	14,8	14,8	14,7	14,7	-0,3%	-0,3%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne (DG Agriculture and Rural Development - Short-term Outlook)

Ces prévisions ont été élaborées en janvier 2023 par le GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage après concertation avec le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, FranceAgriMer, La Coopération Agricole et Interbev.

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2022

Perspectives 2023

N° 536 - Janvier 2023

18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier Filières viande bovine Mercosur.

N° 533 - Octobre 2022

Dossier Filières lait de brebis autour de la Méditerranée. N° 532 - Septembre 2022

Dossier marché mondial de la viande bovine en 2021. Perspectives 2022.

N° 531 - Juin 2022

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2021. Perspectives 2022.

N° 530 - Mai 2022

Dossier annuel Ovins 2021.

Perspectives 2022. N° 529 - Avril 2022

Dossier annuel Caprins 2021.

Perspectives 2022. N° 528 - Mars 2022

Dossier annuel Bovins lait 2021.

Perspectives 2022. N° 527 - Février 2022



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : Couverture ©galaad973-adobe stock - P2 ©CRCA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P4 ©Marie-Catherine Leclerc_Institut de l'Élevage - P5 ©CRCA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P6 ©Marie-Catherine Leclerc_Institut de l'Élevage - P9 ©CRCA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P13 ©Didier Bastien_Institut de l'Élevage - P20 ©M. Leveque Gaec de la Ferme des Héas - P28 ©Aubrac Sylvie Toillon_INRA - P29 ©Jean Weber_INRA - P31 ©Laurent Davaine_Fotolia - P32 ©Marion Benoit/Institut de l'Élevage - P33 ©Marie-Catherine Leclerc_Institut de l'Élevage - P34 ©Élevage Amélie Azam et Pierre-Alexandre BEC - ©DR Institut de l'Élevage P2-3-4-5-7-30-39-40.

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE n°0023501003

Abonnement version papier : 160 € TTC par an : leila.assmann@idele.fr - Tél. : 01 81 72 16 06

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE